

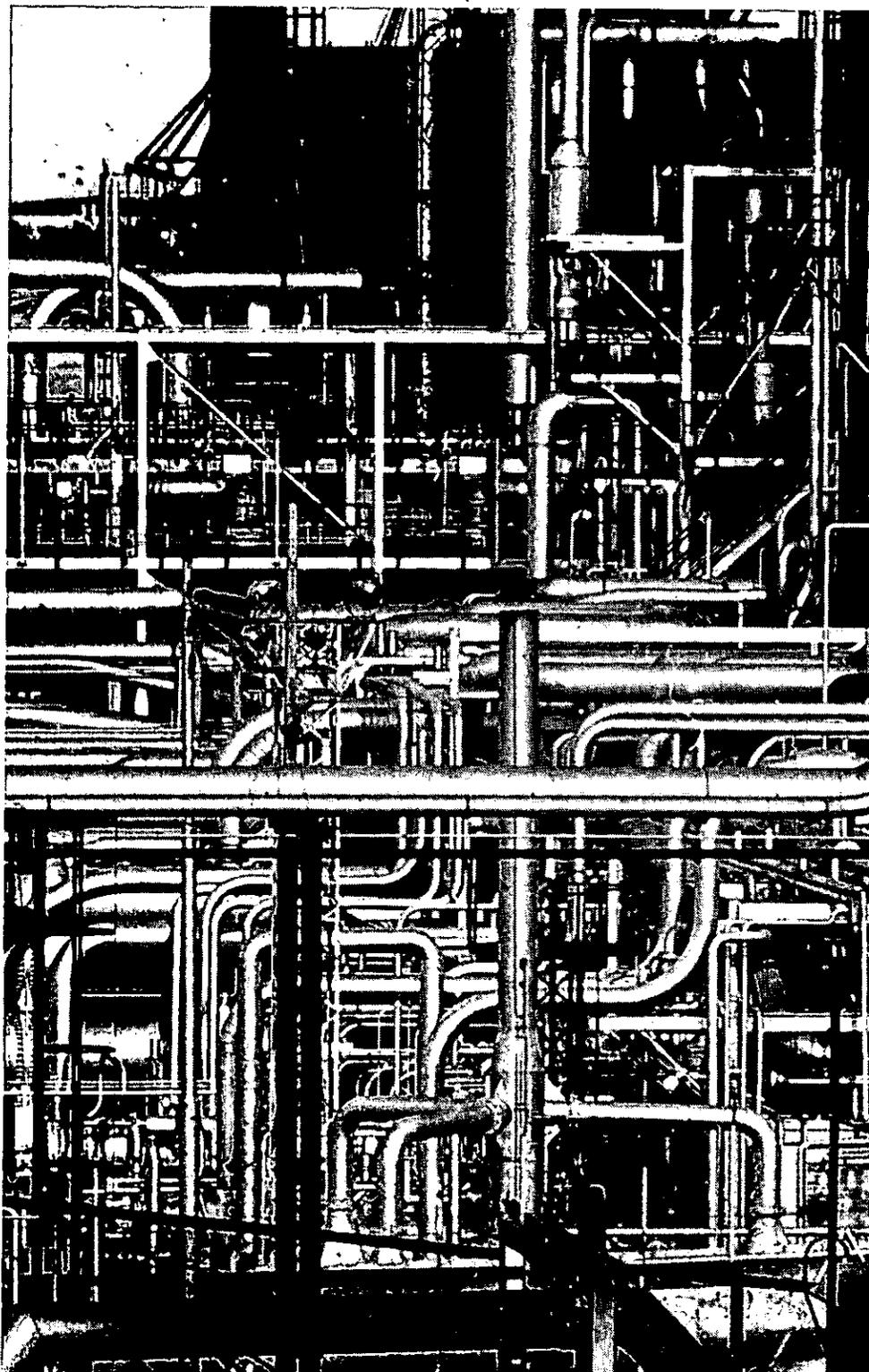
# FRANCE

Août-Sept. 1961 - N° 34 1,50 NF

# FORUM



*Le problème  
de l'avenir  
du capitalisme*



# LA JEUNESSE DE PARIS ET LA POLITIQUE

Compte-rendu d'un sondage d'opinion organisé par un groupe de Jeunes sous le patronage de " France-Forum " en février 1961

Ce sondage avait un double but : essayer d'abord d'avoir une idée précise de la culture politique des jeunes vivant dans l'agglomération parisienne, connaître leurs réactions à quelques-uns des grands problèmes du moment. A cet effet nous avons posé aux jeunes des questions sur la presse qu'ils ont l'habitude de lire et sur l'organisation de quelques-unes des grandes formations politiques françaises. Nous leur avons demandé également de se prononcer sur la nécessité politique d'une Europe unie, sur la coexistence pacifique des deux communautés dans une Algérie indépendante, l'opportunité d'une formation civique des Français et l'aptitude des partis politiques existants à la réaliser.

Pour obtenir, au moins grossièrement, une représentation exacte des diverses catégories socio-professionnelles entre lesquelles se répartissent les jeunes de la Seine, nous avons concentré de préférence notre enquête sur des quartiers habités par des jeunes issus en majorité de milieux aisés ou intellectuels (8<sup>e</sup> arrondissement, quartier Latin, Sceaux, etc.) et à l'inverse dans des communes ou arrondissements à forte densité ouvrière (Bobigny, Châtillon-sous-Bagnoux, 18<sup>e</sup> arrondissement, Pantin, etc.).

Nous avons reçu 94 réponses, dont les trois quarts proviennent de jeunes gens et un quart seulement de jeunes filles ou jeunes femmes.

La moyenne d'âge des jeunes ayant répondu à l'enquête est d'environ 24 ans, 52 % d'entre eux sont étudiants ;

25 % occupent des emplois d'ingénieurs, de cadres supérieurs ou moyens, dont 19 % dans le secteur privé et 6 % dans le secteur public ;

7,5 % seulement sont ouvriers ou employés ;

4 % sont des permanents de syndicats ou mouvements de jeunesse ;

4 % appartiennent à des professions libérales.

Les « Divers » et « Sans profession »

représentent 7,5 % de l'ensemble. Au total 83 % d'entre eux poursuivent ou ont fait des études supérieures.

## 1° Intérêt des jeunes pour la vie politique

Il semble pour une minorité être vif, au moins dans l'abstrait, puisque à la question : « Croyez-vous à la nécessité d'une formation civique des Français ? » on enregistre 95 % de réponses positives. Les réponses négatives s'apparentent à une tendance anarchiste, qui assimile volontiers la formation à l'embrigadement.

En revanche l'attitude des jeunes interrogés à l'égard des partis politiques actuels semble beaucoup plus réservée. Il leur était demandé : « Pensez-vous que cette formation puisse être réalisée par les partis politiques en France ? », 45 % des réponses sont négatives, 45 % positives, 10 % des jeunes sont hésitants ou ne savent pas.

Parmi ceux qui refusent de faire crédit aux partis ou hésitent à le faire, il semble qu'un peu plus de la moitié prétexte de la faiblesse, du manque d'audience ou de l'inertie des partis français actuels. Chez un certain nombre d'entre eux, il s'agit d'espoirs déçus.

Chez les autres opposants ou abstentionnistes, il s'agit surtout de la crainte d'une formation dirigée, d'un endoctrinement, d'une propagande aveugle (certains visent expressément le Parti Communiste). Pour eux, la formation civique doit être faite, en dehors de toute idéologie préconçue, à l'école, dans les mouvements de jeunesse ou les organisations appropriées. Un seul de nos correspondants fait allusion à l'armée, pendant la durée du service légal.

Il est à présumer qu'une question ainsi formulée : « Les partis politiques ont-ils pour devoir de compléter la formation civique que les jeunes ont reçue à l'école ou dans

toute autre institution ? » aurait reçu beaucoup plus de réponses affirmatives.

Une série d'autres questions portait sur les quotidiens, revues ou hebdomadaires lus par nos correspondants. 86 % d'entre eux lisent régulièrement au moins un quotidien et près d'un tiers deux quotidiens (en général un le matin et un le soir). En outre les deux tiers lisent régulièrement au moins un hebdomadaire ou une revue à caractère politique, économique, social ou religieux.

Ces pourcentages peuvent paraître extrêmement satisfaisants, mais il ne faudrait pas oublier que les réponses proviennent surtout d'une élite, sans doute peu représentative de la jeunesse prise dans sa totalité.

## 2° Opinion politique des Jeunes

Les questions se rapportant aux quotidiens ou périodiques lus habituellement permettent déjà de s'en faire une idée.

Parmi les jeunes lisant au moins un quotidien chaque jour, les deux tiers sont des habitués du « Monde », 44 % lisent « Le Figaro », 12 % « La Croix », 8 % « Combat ». Les « journaux à sensation » ont peu de lecteurs parmi ces jeunes.

En ce qui concerne les hebdomadaires, « L'Express » vient largement en tête avec 29 % de lecteurs, sans occuper la place préminente du « Monde » parmi les quotidiens, « Témoignage Chrétien » occupe une place honorable avec 13 % des réponses ; « Paris-Match » et « Le Canard Enchaîné » (9 % chacun) ont leurs fidèles, tandis que l'ensemble des hebdomadaires d'extrême droite et de droite (« Rivarol », la « Nation Française », « Carrefour », etc.) ne recueille qu'un faible pourcentage de lecteurs (8 %). « Esprit » est la revue la plus cotée (12,5 % de lecteurs), suivie de loin par la Revue de l'« Action Populaire », 4 %, une grande dispersion entre différents titres étant constatée par ailleurs. (Suite page 33.)

Pour faire connaître  
**FRANCE-FORUM**

Demandez  
des numéros spécimens  
qui vous seront adressés  
**GRATUITEMENT**

## FRANCE-FORUM

### Comité d'Etudes et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN  
Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU-BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE  
Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

## PHOTOS

Problèmes : A.D.P.

Etude : Krokodil

Histoire : Photos extraites des  
« Assyriens » éd. Seuil.

Couverture : Réalités





## ● Politique et polémique

**L**ORSQUE M. Guy Mollet écrit que le 12 juillet dernier le général de Gaulle a prononcé le plus mauvais discours de toute sa carrière ou lorsque le Parti Socialiste Unifié, tous cerveaux réunis, fait savoir que ce discours est un discours de somnambule, on ne peut contester le goût de ces parfaits connaisseurs qui sont orfèvres en matière de bonne politique ou d'exercices de funambules au ras des toits. Il reste cependant que ce soir-là, l'œuvre littéraire du général s'est enrichie d'un morceau de belle polémique qui haussait l'ironie au niveau du grand art. Les passages qui évoquent « le décimètre, les couplets et le petit jeu » et les « équipes de la hargne, de la grogne et de la rogne » témoignent d'un génie du verbe vibrant, sifflant et blessant qu'on ne saurait refuser à un homme dont il est certain qu'il comptera aussi dans l'histoire de la phrase française.

La grande polémique peut être aussi d'aventure une petite politique, et dans l'œuvre de Pascal, de Barrès ou de Mauriac, « les Pensées », « le Jardin sur l'Oronte » et « Thérèse Desqueyroux » l'emportent sur « les Provinciales », « Leurs Figures » ou les divers « Bloc-Notes », sinon en style, du moins en vérité humaine, en puissance et en profondeur. Et on peut s'étonner que, monté sur le faite, le général de Gaulle aspire à descendre et à polémiquer avec les polémistes qui l'assaillent. Grande figure, dont beaucoup estiment qu'elle encombre abusivement l'horizon et qui donc appelle les flèches par sa situation même, le général n'a pas su imiter les patiences d'un saint Sébastien à la colonne et le 12 juillet, il a renvoyé, plus acérés et mieux ajustés, les traits dont il est criblé. A archer, archer et demi. S'établissant au niveau de ses contradicteurs, le polémiste élyséen s'est empoussiéré dans le combat, et il a simplement prouvé que dans l'ordre en effet mineur de la hargne, du couplet et du petit jeu, il était capable de faire mieux que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ou M. Claude Bourdet. La victoire n'était pas difficile ; elle ajoutera peu à la gloire du vainqueur.

Ce même 12 juillet, le général de Gaulle qui fait tout par lui-même jusqu'à être son propre ministre de la propagande, a fait l'apologie de son œuvre, réduisant ses censeurs à la condition de nains, aveugles à la grandeur, à l'aise seulement dans un univers lilliputien, et pris de vertige devant les vastes perspectives ouvertes par le génie de Gulliver. Il y a bien de l'injustice dans la géométrie hautaine de ce raccourci, mais qui ne dispense pas de la justice qui est due à un grand homme et aussi à une œuvre grande dans son intention au moins. On demandera au général de Gaulle la permission de ne point l'imiter lorsqu'il n'a pas la vertu de surmonter ses irritations. Congédier l'Empire et une entreprise de domination devenue moralement intenable et politiquement impossible, offrir à qui veut l'accepter une association dans la liberté et dans l'égalité, faire d'un sacrifice douloureux l'occasion et la condition d'un progrès pour tous, et pour la France d'un surcroît de prestige et même d'un renouveau de puissance, il y a là pour parler comme Jean Lecanuet, qui n'oublie pas la philosophie dans laquelle il fut nourri, « une transmutation des valeurs » si nécessaire, si belle, si juste qu'elle fait une grande politique. Et qui mériterait une adhésion unanime d'autant plus qu'elle demande à la droite classique et à la gauche traditionnelle non pas un reniement mais une avancée dans le sens de leurs fidélités fondamentales.

Le malheur est que ce vin nouveau est versé dans les

vieilles outres d'un nationalisme qui donne à ce discours du 12 juillet, comme le disait encore Jean Lecanuet, le ton factice d'un défi égoïste et d'une exaltation anachroniquement glorieuse. Le général de Gaulle nous offre ce spectacle dramatique, et qui pourrait tourner au tragique, d'un homme qui n'est pas encore pleinement converti à ses propres idées. Ceux qui aperçoivent cette contradiction et s'en effraient sincèrement comprennent mieux que les thuriféraires de la cour et les fanatiques du gaullisme intégral l'actuel moment de notre histoire et la provisoire nécessité du général. Parmi les victimes de la polémique du 12 juillet, il y a en effet des chevaliers de la mauvaise humeur pour lesquels on se gardera de plaider. Mais il se trouve dans les partis, les syndicats et les mouvements démocratiques des esprits sincèrement anxieux et qui ne jouent pas un petit jeu périmé lorsqu'ils demandent à être entendus des pouvoirs et à entrer en dialogue avec eux. Répondre à cette aspiration au dialogue par un redoublement de polémique, faire de la situation politique, économique et sociale de la France un tableau d'un optimisme gravement sollicité, c'est peut-être un exercice esthétique de classe, mais c'est le contraire du grand jeu politique qu'on se flatte, non sans complaisance à soi, de jouer et d'être seul capable de jouer.

## ● La semaine de la jeunesse

**E**N traitant de la « montée des jeunes dans la communauté des générations », les récentes Semaines Sociales ont joint la pratique à la théorie puisque jamais aucune de leurs sessions n'avait connu un pareil déferlement de jeunes : 64 % de moins de 40 ans disent les premières statistiques. D'où un appétit et une exigence qui sont pour la vieille institution une promesse d'avenir. Et peut-être après tout la plus authentique nouveauté n'est-elle pas celle qui est artificiellement fabriquée dans le vide, mais celle qui renouvelle une tradition déjà enracinée en lui apportant un sang vif et le vent du large. Dans les cours et carrefours de Reims ont été proposés une connaissance précise et scientifiquement informée de ce qu'est aujourd'hui la jeunesse, une théologie et une philosophie de la jeunesse, sans complaisance pour les mythologies ou les idéologies qui en défigurent le visage, et enfin les principes d'une action qui soit au service de la jeunesse et permette à la jeunesse de servir.

Tandis que se déroulait la Semaine de Reims paraissait l'encyclique « Mater et Magistra » qui est une véritable charte de l'action sociale d'inspiration chrétienne et où les grands thèmes du catholicisme social tenus longtemps pour des paradoxes téméraires se trouvent haussés au rang de lieux communs doctrinaux. C'est ainsi que les positions de l'avant-dernière Semaine sur les risques et les vertus de la socialisation se trouvent quasi littéralement intégrés au texte romain, ou que la fameuse méthode en trois moments dont usent toujours les Semaines, voir, juger, agir s'y trouve recommandée comme capable de réconcilier la pensée et l'action. Ainsi au moment où les Semaines Sociales approchent avec leur 49<sup>e</sup> session de cette cinquantaine dont Claudel disait qu'elle est le plus bel âge de la vie, un sommet d'allégresse et de force, elles reçoivent la double consécration d'un afflux de jeunesse, impatient de savoir et d'engagement, et d'une bienveillance romaine qui approuve et encourage. Et pour achever d montrer que les Semaines Sociales sont bien dans le sens de l'histoire, il suffit d'indiquer le sujet qu'elles traiteront en 1962 : l'Europe des personnes et des peuples. Et, comme il convient, à Strasbourg.

## Perspectives économiques et situation sociale

par Henri DOREY.

**E**N ce début d'été 1961, les responsables publics et privés de l'activité économique s'interrogent sur l'avenir de notre économie.

Selon le gouvernement, nous assistons à une expansion régulière de la production et à une reprise de la demande.

Les objectifs du plan intérimaire de deux ans ont été dépassés en 1960 et depuis le début de l'année en cours la progression se poursuivrait à un rythme sensiblement analogue.

D'autres études moins officielles, mais non moins sérieuses, révèlent un optimisme plus nuancé sur la conjoncture économique en France à la fin du premier semestre 1961.

Si l'on procède à un examen attentif par grands secteurs de production, on peut dégager les conclusions suivantes.

Dans les industries de base le ralentissement du rythme de l'expansion se confirme. La production d'acier pour le mois de mai 1961 n'est supérieure que de 2,4 % au niveau de mai 1961, alors que pour la même période elle est en augmentation de 5,80 % en Belgique, 9 % en Italie, 3,50 % aux Pays-Bas.

Dans le secteur des industries d'équipement la tendance est toujours bonne.

Pour le bâtiment, les résultats des premiers mois de 1961 accusent une augmentation moins sensible que pour les mois correspondants de l'année 1960.

En ce qui concerne l'industrie textile, on note généralement un alourdissement des stocks à divers stades de la transformation et de la commercialisation.

La production automobile est inférieure de 10 à 15 % par rapport à l'an dernier.

Pour les biens d'équipement ménagers le marché est meilleur que les années précédentes.

Si l'on peut objectivement dire que dans l'ensemble la situation est satisfaisante, il est évident que l'essor de la production est fonction de l'évolution de la demande. Dans ce domaine, nous constatons une reprise aussi bien en France qu'à l'étranger; nos échanges à l'extérieur sont en progression; nos ventes dans le cadre de la zone franc après une diminution dans les quatre premiers mois de 1961 ont retrouvé en mai le niveau de l'an dernier. Notre balance commerciale reste largement excédentaire et les rentrées de devises ont été particulièrement importantes au mois de mai.

Sur le plan intérieur, la demande aussi est en augmentation, le chiffre d'affaires des grands magasins s'est accru de 14 % de mai 1960 à mai 1961, et les statistiques révèlent que pour l'ensemble du pays la taxe locale est en progression.

Mais l'accroissement de la demande sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur est fonction de la stabilité des prix, aussi appartient-il au gouvernement d'être dans ce domaine particulièrement vigilant; les statistiques montrent que les hausses de prix ont été plus sensibles sur les produits alimentaires que sur les produits industriels.

La demande à l'intérieur de notre pays dépend aussi de l'évolution des revenus. En 1960, les revenus individuels ont été en moyenne majorés de 8 %. Il semble que pour 1961, le taux sera sensiblement le même.

Il convient de noter que pour les salaires mensuels le pouvoir d'achat pour les célibataires aurait dépassé le maximum atteint en juillet 1957, mais serait très sensiblement en retard en ce qui concerne les salariés chargés de famille.

La masse salariale distribuée en 1960 par le secteur privé a accusé une progression d'environ 10 % sur 1959, cette progression s'est maintenue au début de l'année 1961. Mais les augmentations sont beaucoup moins fortes dans le secteur public et dans le secteur semi-public.

Un équilibre doit donc être assuré entre la production, la demande et les revenus.

A l'heure actuelle, il y a un décalage entre la production et les revenus, ce décalage risque d'entraîner une hausse des prix, d'où la nécessité d'accroître la production intérieure par une relance de l'activité économique.

Cette relance de l'activité économique nous apparaît indispensable non seulement pour la raison que je viens d'analyser, mais pour d'autres raisons plus impérieuses encore. Nous avons le devoir de nous demander si cette politique sage et prudente inspirée du libéralisme traditionnel est capable de faire sortir notre économie de la vitesse de croisière dans laquelle elle se trouve actuellement et de lui permettre demain de répondre aux exigences de la justice sociale; de donner du travail aux jeunes que nous avons à incorporer dans les activités du pays au cours des prochaines années; de lutter à armes égales avec nos partenaires du Marché commun; d'assurer aux agriculteurs des conditions de vie normales; d'aider les pays sous-développés.

Notre appareil de production est-il actuellement capable de répondre à ces exigences?

Certes, nous nous réjouissons du redressement de nos finances intérieures et extérieures, mais pour nous, qui avons toujours pensé que l'économie devait être au service de l'homme, nous estimons qu'une *politique trop exclusivement comptable* risquerait de mettre notre économie dans l'impossibilité de faire face aux préoccupations économiques mondiales qui se dessinent.

# LE CAPITALISME

## a-t-il encore un avenir ?

avec

Robert FOSSAERT, Jacques DELORS et Michel DRANCOURT

*J. AUBRY.* — « France Forum » est heureux d'accueillir aujourd'hui Robert Fossaert, l'auteur de « L'Avenir du Capitalisme » (1), livre qui vient de faire quelque bruit.

« Des milliers d'hommes solides, formés par les partis, les syndicats ou d'autres organismes... cherchent, constate l'auteur, des voies nouvelles, des formes nouvelles d'action et de propagande. Le présent livre veut être une contribution à cette recherche, en présentant dans ce qui me paraît être leur éclairage véritable, les grands problèmes économiques d'aujourd'hui et de demain. »

Tel est bien ce que nous essayons de faire à « France Forum ».

Aussi nous a-t-il semblé utile de réunir autour de R. Fossaert deux personnalités à peu près contemporaines de l'auteur, c'est-à-dire encore jeunes et appelées à vivre les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle dont Robert Fossaert a tenté d'esquisser les grands traits : je veux parler de Jacques Delors, conseiller technique du Bureau d'Études de la C.F.T.C., et de Michel Drancourt, rédacteur en chef de la revue « Entreprise ».

La difficulté, c'est que ce livre extrêmement riche, touche à beaucoup de sujets, depuis la guerre atomique jusqu'à l'automatisation, en passant par les relations sino-soviétiques, la technocratie, l'Algérie, etc. Aussi convient-il, avant d'entamer le débat proprement dit, de rappeler les lignes et les buts fondamentaux de cet ouvrage.

En premier lieu, « L'avenir du capitalisme » veut être

une étude prospective de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, en vue de permettre à la gauche de définir une stratégie fondée, « non plus sur les idées reçues, mais sur les faits ». Ceux-ci indiquent que le monde va vers le socialisme. Cette évolution n'est pas seulement inévitable, elle est également souhaitable et d'ailleurs réalisable par des voies pacifiques. Robert Fossaert insiste beaucoup dans ce livre sur le fait que la disparition brutale du capitalisme, soit par catastrophe atomique, soit à la suite d'une crise économique grave, sans être absolument exclue, ne lui paraît pas l'éventualité la plus probable. En définitive, l'avenir du capitalisme, c'est sa mort lente et sa transformation progressive, ce qui ne veut pas dire sans secousses, en socialisme. La première partie de l'ouvrage est consacrée au déclin de l'Occident capitaliste, la seconde étudie « les métamorphoses du capitalisme français ».

Il semble que, parmi d'autres, ce livre pose quatre questions fondamentales : le capitalisme n'a-t-il vraiment d'autre avenir que le socialisme ? Le destin et la culture de l'Occident sont-ils liés au sort du capitalisme ? Quelle est la nature du capitalisme contemporain ? Quelles peuvent être les chances d'un réformisme positif ?

### Le capitalisme est-il condamné ?

*M. DRANCOURT.* — Je commencerai par répondre rapidement à la première question qu'Aubry vient de nous poser qui est celle de savoir si oui ou non le monde va vers le socialisme.

J'ai le sentiment que le monde est, dès à présent,

(1) Editions du Seuil, collection Esprit.

socialiste dans la mesure où derrière le mot socialisme il y a revendications de l'abondance et de la justice et où ces revendications sont en passe d'être satisfaites dans un certain nombre de pays industrialisés.

Robert Fossaert a écrit : « La gauche française a fait faillite. » Est-ce bien sûr ? La gauche française, comme toutes les gauches, a réussi dans une certaine mesure et elle a besoin maintenant de se renouveler en fonction des réalités nouvelles. De ce fait même, le socialisme, tel qu'il est, ne me paraît pas avoir d'avenir. Tout dépendra pour lui de la manière dont ceux qui se disent ou se veulent socialistes sauront imaginer et mettre en œuvre des principes d'action adaptés à l'ère de l'abondance où nous sommes entrés. Mais comme je me méfie des mots, je préfère me demander si le monde de demain sera meilleur ou non, plutôt que de chercher à savoir s'il doit ou non être socialiste.

*J. DELORS.* — Sans entrer dans un débat sur la terminologie, je crois cependant que la société occidentale industrielle est à dominante capitaliste. Je veux dire par là que les autorités politiques font explicitement confiance aux centres de décision privés, à la loi du profit, aux mécanismes du marché pour ordonner l'expansion et répondre aux désirs des consommateurs, eux-mêmes d'ailleurs fortement conditionnés par ces centres de décision.

L'idée qui court tout au long de l'ouvrage est que le monde va vers le socialisme. Pour ma part, je serais d'accord avec ce pronostic si l'on entend par socialisme la prédominance à l'action concertée des collectivités qui peut entraîner une certaine appropriation collective des moyens de production. Mais est-ce vraiment cela le socialisme ? Pour ma part je ne le crois pas. En effet, on peut — et l'évolution des structures économiques est très ambiguë à cet égard — déboucher soit vers un totalitarisme, soit au contraire vers davantage de démocratie. Autrement dit, le socialisme, au-delà de cette action de plus en plus consciente sur les phénomènes économiques, c'est avant tout une option morale, c'est permettre à l'homme de maîtriser l'ensemble des problèmes qui se posent à lui, que ceux-ci ressortent de sa vie privée, ou de sa vie publique. Il y a d'ailleurs un lien entre les deux et une des aliénations fondamentales du capitalisme consiste justement à lui faire croire que la recherche du bonheur se limite au domaine de sa vie privée.

C'est pourquoi si l'on partage avec moi cette conception du socialisme, on ne peut faire preuve d'un optimisme absolu ; certes, à tout moment, l'évolution des structures économiques et sociales peut déboucher vers une économie plus volontaire, plus consciente, mais aussi vers une économie qui risque d'être soit entre les mains de quelques-uns, et c'est le risque technocratique, soit sous la responsabilité d'un grand nombre de citoyens,

ce serait et c'est la démocratie. Bien que les obstacles soient de taille sur la voie de cette démocratie, je pense toutefois que le renforcement nécessaire des disciplines communes peut conduire à développer la participation au pouvoir à tous les échelons de la vie économique. La planification démocratique a donc ses chances.

*Robert FOSSAERT.*

*R. FOSSAERT.* — Sur la signification même du mot socialisme, toutes les discussions et toutes les confusions, sont possibles et quand je dis confusion, je ne vise ni l'une, ni l'autre des interventions qui ont précédé la mienne. Je me suis amusé à essayer de recenser les sens les plus répandus du mot socialisme : tantôt aspirations mal définies et diffuses à un mieux-être, tantôt idéologies aux contours déjà plus précis, tantôt des courants politiques souvent rivaux, tantôt des Etats qui se disent socialistes, tantôt, enfin, certains types de structures économiques et sociales qui se disent socialistes. Pour ma part, et dans ce livre, quand je dis que je crois que l'évolution du monde tend vers la généralisation du socialisme, je veux simplement dire qu'au niveau des formes d'organisation de la vie sociale, au niveau de ce qu'en bonne terminologie marxiste on appellerait l'infrastructure, la prééminence de la propriété collective des moyens de production tendra à s'étendre et à se généraliser, en dehors des raisons que l'on retrouvera sans doute notamment à l'occasion de la deuxième question. Pourquoi ? C'est d'abord un problème d'efficacité. L'une des grandes vertus du capitalisme est d'avoir fait preuve et de continuer à faire preuve d'une certaine efficacité dans le développement de la richesse sociale, de la richesse des pays. Mais il est de fait, à mes yeux, que l'efficacité du capitalisme rencontre dès à présent des limites. Ces limites ne sont certes pas un mur sur lequel le développement économique vient buter. Elles ont une certaine élasticité. Elles ont été franchies. Des percées ont été faites, et c'est précisément ce qui rend intéressante l'analyse des transformations à l'intérieur même des structures, encore capitalistes pour l'essentiel. Il n'en reste pas moins qu'à partir du moment où un certain nombre d'entraves, liées spécifiquement à ce qui subsiste encore du capitalisme dans les sociétés occidentales, auront disparu, des degrés de liberté supplémentaires auront été conquis par les hommes quant à la possibilité de faire mieux marcher la machine sociale.

Ceci dit, je ne pense pas qu'automatiquement, du seul fait qu'on aura réalisé une propriété collective des

moyens de production par un miracle, par une espèce d'enchantement, les choses s'amélioreront spontanément. C'est, je crois, seulement à ce niveau que se posent les problèmes d'ordre moral essentiellement, ou d'ordre politique au sens noble du terme, que Jacques Delors et Michel Drancourt ont également évoqués.

L'efficacité, pour quoi faire ? L'efficacité pour faire des gens conditionnés bénéficiant d'une dose de consommation accrue chaque année et abrutis par différentes aliénations, c'est une chose. L'efficacité pour faire que les gens soient plus cultivés, et puissent satisfaire des besoins dont la gamme aille en s'élargissant, en s'éloignant des besoins fondamentaux (vêtements, nourriture, logement) pour englober d'autres aspirations, individuelles mais aussi sociales, c'est autre chose. Je crois, en effet, que l'homme est un animal social avant tout. Par conséquent, la façon même dont la machine sociale est organisée et fait à chaque individu sa place dans la conduite de cette machine est peut-être, en définitive, le problème le plus important, le critère le plus fondamental pour tester la valeur d'un système politique. De ce point de vue-là, il est incontestable que ceux des pays qui sont déjà socialistes (en ce sens qu'ils ont institué une propriété collective des moyens de production) présentent et ont présenté dans leur histoire des solutions très différentes au regard de ce problème. Il y aurait beaucoup à dire à cet égard sur la signification de la période khrouchchevienne en Russie par exemple, et des changements en cours. Rien ne nous interdit de penser que, sur la base commune et très générale et en définitive très vague d'une appropriation collective des moyens de production permettant une certaine planification, les formes mêmes d'organisation de la vie sociale pourront être extrêmement variées, extrêmement riches. Les expériences que nous faisons déjà, par exemple en France, dans la mesure où nous essayons d'écarter les limites d'efficacité du système capitaliste pour trouver autre chose, ne seront pas perdues le jour où l'on sera passé de l'autre côté du mur et où l'on se retrouvera en régime socialiste.

Je voudrais, ce sera ma conclusion sur ce premier point, revenir sur une formule évoquée tout à l'heure par Michel Drancourt. Je dis quelque part effectivement : « la gauche a fait faillite », il me répond : « la gauche a réussi ». Je crois qu'il n'y a pas de désaccord entre nous ; tout dépend du caractère rétrospectif ou prospectif du jugement que l'on porte sur la situation de la gauche française par rapport au socialisme. Si l'on considère ce que la gauche a fait depuis un siècle, par comparaison avec les aspirations initiales du mouvement socialiste au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on peut dire que, pour l'essentiel, sans avoir pris la place du capitalisme, elle a réussi. Si une nette amélioration des conditions de vie de la population auxquelles elle s'intéressait n'a pu encore être obtenue, du moins, de très grands progrès ont été accomplis dans cette direction.

Si, au contraire, l'on essaye de juger de l'aptitude de la gauche à faire face aux problèmes présents et à orienter correctement les forces politiques et sociales du pays dans le sens d'une transformation socialiste, tenant compte des critères de valeur qui ont été évoqués, alors là je considère qu'elle a fait faillite et je considère que les événements politiques très particuliers de la France depuis que la V<sup>e</sup> République s'est instaurée ont simplement été le constat de faillite à cet égard.

*M. DRANCOURT.* — Je voudrais ajouter une remarque à ce que vient de dire Robert Fossaert dont je ne pense pas qu'elle soit contradictoire avec ce qu'il a avancé.

Les premiers socialistes étaient hantés par le souci de bien répartir la richesse parce que la richesse était limitée. Celui qui n'avait pas sa part du gâteau n'avait par l'espoir d'accéder à la dignité humaine. Mais nous sommes entrés dans une ère où l'espoir de l'abondance fait que les problèmes de répartition sont moins aigus. La logique du système c'est que les biens produits soient diffusés le plus largement possible. Les leaders socialistes n'ont pas tout à fait conscience de cette métamorphose, à moins qu'elle leur fasse un peu peur parce qu'ils craignent de ne pas dominer ses effets.

Je ne dis pas que le capitalisme est plus efficace que le socialisme. Il est lui aussi en retard sur la technique. Celle-ci impose, pour être pleinement utilisée, une organisation qui dépasse largement le cadre des firmes. Or le capitalisme a su organiser les firmes, il n'a pas su organiser leur environnement : on organise les ateliers automobiles, on n'a pas su organiser les infrastructures de l'automobile (tout au moins en Europe).

Les Etats socialistes ou considérés comme tels sont-ils mieux armés à ce point de vue ? Tant qu'il s'agit de produire des produits de base, ils le sont probablement. Mais en sera-t-il de même lorsqu'ils aborderont l'économie de la distribution ? Produire des réfrigérateurs, c'est facile. Les écouler, faire que les consommateurs en aient envie et que les produits leur parviennent au moment où ils en ont envie, c'est une autre affaire...

Je crois qu'il y a des problèmes d'organisation économique qui correspondent à un stade de développement économique qu'il se produise dans un cadre capitaliste ou un cadre socialiste. Le seul avantage réel de l'U.R.S.S. est qu'a priori elle paraît mieux armée pour prévoir l'avenir et le concevoir en termes globaux.

*J. DELORS.* — En réalité, nous ne sommes pas au même plan de préoccupations avec Drancourt. Pour éclairer un peu ma pensée, je pourrais préciser ce que j'entends par socialisme démocratique ; c'est une société ouverte qui crée des conditionnements d'une plus grande liberté des hommes, qui les rend aptes à mieux résoudre leurs problèmes. Or comme l'homme renouvelle constamment la figure de ses aliénations, il convient de

mettre en place, en particulier, un certain type d'organisation économique qui ne fasse pas obstacle à cette conquête progressive de la liberté, en un mot au progrès de l'homme.

Il y a effectivement des types d'organisation économique, comme le capitalisme actuel, qui en privilégiant les biens de consommation, en négligeant le développement de l'éducation et de la culture pour tous, modèlent un type d'homme qui ne va pas dans le sens que je souhaite. Cela n'a rien à voir avec un autre problème qui, je le reconnais, est important et qui est celui de l'intégration des hommes dans la machine sociale, dans les collectivités de production, dans les entreprises.

*R. FOSSAERT.* — Sans vouloir traiter au fond la question soulevée il y a un instant par Michel Drancourt, je voudrais seulement marquer au passage mon désaccord.

Les systèmes de planification des États socialistes sont, certes, loin d'être en état de répondre, tels qu'ils sont actuellement, aux problèmes que poserait la diffusion massive de biens de consommation nouveaux et plus riches : automobiles, etc. Mais, par contre, je crois que l'aptitude à changer et à s'adapter est sensiblement plus grande dans un tel type d'économie que dans le capitalisme, même si des problèmes politiques et techniques difficiles se posent conjointement.

### **Le capitalisme et l'Occident**

*J. DELORS.* — Il y a, à mon sens, une effroyable confusion entre Occident et capitalisme, confusion entretenue d'abord par les adversaires du capitalisme — cela se comprend — mais aussi par les défenseurs de celui-ci qui tendent absolument à lier le système capitaliste aux valeurs de l'humanisme occidental. Pour simplifier le court débat que nous allons avoir, je crois qu'il est bon de laisser à l'écart, d'une part, les conflits d'impérialismes, du type de ceux qui peuvent opposer par exemple la Russie et les États-Unis, et tout ce qui est la problématique interne des pays communistes, car nous sommes très mal armés, jusqu'à preuve du contraire, pour juger du contenu et de la gravité des problèmes qui pourront se poser demain à l'intérieur des sociétés communistes. Ma philosophie de l'existence m'incline à penser qu'ils auront, eux aussi, des problèmes graves à résoudre, problèmes qui tiennent fondamentalement à la problématique humaine.

J'en resterai donc aux problèmes sur les liens entre l'Occident et le capitalisme. Ce qui frappe, c'est que, d'une part, il y a dans tout l'héritage de l'humanisme occidental des valeurs auxquelles nous sommes attachés et que nous avons longtemps considérées avec un certain dédain car il était vain de parler de liberté et de

dignité de la personne, lorsque ces mêmes personnes n'avaient pas le minimum vital pour vivre.

Mais si demain le système économique, en se socialisant dans le sens où l'a indiqué Fossaert, devenait

*Michel DRANCOURT*

véritablement une société de l'opulence, où tout le monde aurait à sa disposition les biens culturels et matériels, réalisait une certaine égalité des chances, c'est-à-dire une société non sclérosée, il y aurait effectivement réconciliation entre le socialisme et les valeurs occidentales. Mais, me direz-vous, pourquoi appeler cela socialisme, le capitalisme ne peut-il pas aboutir aux mêmes fins? Je ne le crois pas, car la conception capitaliste du bien-être est contraire à celle que je viens d'esquisser et je ne vois pas quel peut être le ressort interne d'une société capitaliste.

Une société ne peut progresser que dans la mesure où elle a une dynamique qui lui permet de se dépasser à un certain moment, de se rallier à un projet collectif, qu'il se situe au plan national ou au plan européen, et j'ai bien peur que le seul ressort qu'on nous propose soit un ressort idéologique, la lutte contre le communisme. Ce qui, au fur et à mesure que le Tiers Monde évoluera en partie vers des solutions communistes, risque de nous plonger dans un néo-maccarthysme ou dans un ordre moral qui serait considéré comme le seul moteur, le seul stimulant politique des sociétés occidentales. Et je crois que l'une des tâches de la gauche serait d'essayer de trouver, en même temps qu'elle lutte à l'intérieur des sociétés occidentales pour transformer le système politique et économique, de définir, puis de proposer une nouvelle finalité de l'activité sociale, un projet commun dynamique qui puisse combler le vide laissé, dans ce domaine, par la société actuelle.

*R. FOSSAERT.* — François Bloch Lainé, dans le dernier tome de l'Encyclopédie économique, utilise une formule qui me paraît être, si on la regarde de près, la condamnation la plus décisive de l'économie capitaliste et qui est, en substance, la suivante : « Il y a des problèmes majeurs d'efficacité globale pour une société qui ne peut jamais se mesurer dans les comptabilités d'entreprises. » Rejoignant la remarque faite par Delors, il y a un instant, je ne vois pas comment un système capitaliste, même en se perfectionnant, trouverait un moteur interne différent de son moteur actuel, la loi du profit, qui continue de fonctionner malgré certains ratés.

Cela dit, une dissociation paraît souhaitable entre Occident et capitalisme, en ce sens que le concept d'Occident

cident porte avec lui tout un ensemble de valeurs acquises auxquelles on peut être attaché, et aussi une certaine conception du sort de l'homme dans la société.

Cette dissociation, comment se présente-t-elle actuellement ?

En premier lieu, il semble que ce sont essentiellement des facteurs externes qui, pour le moment influent de façon principale sur l'évolution de l'Occident. Les Etats socialistes lui font une concurrence qui prend les formes politiques que l'on connaît, mais qui entraîne aussi pour lui un développement économique plus rapide, avec tous les problèmes que pose et posera cette évolution. En outre, l'accession à l'indépendance politique des pays ex-colonisés, sauf dans quelques cas rarissimes comme l'Algérie, mais aussi leur aspiration au développement économique, exercent une forte pression (voir l'exemple de Fidel Castro) sur l'Occident capitaliste et contribuent à le transformer.

En second lieu, jouent des facteurs internes liés principalement à l'ensemble des actions entreprises par le capitalisme pour se défendre contre ses maladies chroniques, les récessions, les crises, l'inflation, tous phénomènes étroitement apparentés les uns aux autres.

Dans ces conditions, le type de civilisation que représentent les nations occidentales survivra-t-il à une éventuelle socialisation du système économique ? La réponse est non si à l'intérieur des nations capitalistes ne se révèlent pas des forces politiques et sociales suffisamment puissantes et suffisamment bien orientées pour se saisir du processus d'évolution auquel le capitalisme lui-même est actuellement soumis et essayer de lui frayer une voie, de le faire évoluer, de le faire déboucher. Cette formule est très générale et peut aussi bien vouloir dire : « essayer d'avoir des partis communistes puissants et de faire la révolution au sens de 1895 ou de 1936 », que « jouer le jeu à l'intérieur du système contre ce système pour le pousser à ses limites. » Cette dernière formule me paraît être la chance fondamentale de dissocier effectivement Occident et capitalisme, sans qu'on puisse toutefois se refuser aux hypothèses révolutionnaires, lesquelles ne dépendent pas, en définitive, d'un choix a priori, mais de ce que feront, par exemple, nos généraux, colonels et autres factieux.

*M. DRANCOURT.* — Nos idées là-dessus sont à peu près les mêmes. L'expression que nous en donnons diffère quelque peu. Cela tient sans doute à la diversité de nos expériences.

*R. FOSSAERT.* — Peut-être même des types de formations reçues encore qu'ils soient à peu près équivalents.

*M. DRANCOURT.* — Je me placerai sur le plan des

idées et sur le plan des faits. Sur le plan des idées, je ne crois pas que l'Occident et le capitalisme se recouvrent, parce que l'Occident a précédé le capitalisme. Le commerce, l'industrie ne doivent pas faire oublier l'humanisme et le christianisme.

*R. FOSSAERT.* — Mais l'Occident a aussi été le siège privilégié de la révolution industrielle.

*M. DRANCOURT.* — Certes. C'est probablement parce que les qualités de l'Occident le préparaient mieux que d'autres à recevoir et à exploiter le germe industriel.

*R. FOSSAERT.* — Ou à le concevoir !

*M. DRANCOURT.* — Ou à le concevoir ! A l'heure actuelle, ce qui caractérise l'Occident, c'est une recherche de la dignité. Pour que la possibilité de dignité existe, il faut que soit atteint un minimum vital qui varie d'ailleurs avec les possibilités techniques de satisfaction des besoins. Quoi qu'il en soit, je retiens cette notion de dignité comme essentielle. Est-ce que le capitalisme la satisfait ? Je donnerai une réponse de Normand : oui et non ; cela dépend des cas et cela dépend pour qui.

*R. FOSSAERT.* — Moi, je répondrais plutôt non et oui. Non dans, disons, pendant toute la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est par le plus strict mépris de la dignité de l'homme que le capitalisme a créé les conditions qui ensuite ont, dans une certaine mesure, permis de faire une place à cette dignité.

*M. DRANCOURT.* — Laissons le passé. Voyons le présent... Outre la dignité, les notions de liberté et de pluralité me paraissent caractériser l'Occident. Vous connaissez aussi bien que moi les arguments des extrémistes du capitalisme, qui se présentent comme les défenseurs de l'Occident et qui disent qu'il n'y a de liberté possible que dans une organisation capitaliste de l'économie. C'est l'argument que l'on trouve encore aux Etats-Unis. Pourquoi ? Parce que dans cette optique, l'organisation capitaliste libérale est la seule qui permette la diversité, la pluralité. Prenez un exemple limité, celui de l'information. Vous trouverez des gens pour vous dire qu'il y a plus de chance de liberté en matière d'information dans un régime capitaliste même avec une information commerciale, que dans un régime étatique centralisé. Cette argumentation est-elle fondée ? Dans une certaine mesure seulement. L'Occident n'est pas nécessairement capitaliste. Par contre les Etats-Unis qui sont les leaders de l'Occident ne s'imaginent pas autrement que capitalistes... Le capitalisme tel qu'on le définit couramment, un régime économique où jouent

les lois de la concurrence appuyée, la recherche du profit fonctionne aux Etats-Unis beaucoup plus vigoureusement qu'en Europe. Le capitalisme est encore pour les Américains dans leur grande masse un mythe moteur. Donc si les Etats-Unis étalent tout l'Occident, les notions de capitalisme et d'Occident pourraient se superposer. Mais il y a l'Europe. Va-t-elle devenir capitaliste à la mode américaine ou est-elle à même de secréter des idées et des structures qui, s'inspirant du capitalisme, ne soient tout de même pas le capitalisme ? C'est souhaitable. Kennedy lui-même quand il faisait ce diagnostic de son pays — en septembre 1960 — affirmait que le système était à bout de souffle sur le plan de l'idéal...

### Le capitalisme de 1960

R. FOSSAERT. — On pourrait paraphraser Voltaire quand il disait : « Dieu a créé l'homme à son image et l'homme le lui a bien rendu. » L'Europe a créé les Etats-Unis à son image et y a transplanté son capitalisme et maintenant, comme le souligne Drancourt, la prééminence économique des Etats-Unis fait que le modèle capitaliste américain apparaît comme l'essence même du capitalisme, et sa forme la plus développée, la plus puissante, et la plus caractéristique. Je pense comme Drancourt également qu'il y a une chance européenne possible, en ce sens qu'une évolution différente, à contexte d'ailleurs plus politique qu'économique, peut s'amorcer et se développer en Europe et dissocier dans une certaine mesure le destin de l'Europe occidentale de celui des Etats-Unis, tout au moins à l'échelle de période relativement courte (30 ou 40 ans). En effet, des Etats-Unis encore capitalistes dans un monde qui ne le serait plus, c'est une chose que l'on peut concevoir sur une courte période seulement.

Néanmoins il n'y a pas, à mon sens, de différence de nature, mais simplement de degré, entre l'économie des Etats-Unis et celle de l'Europe occidentale, compte tenu des interventions de l'Etat en vue d'assurer une certaine régulation économique, sinon d'accélérer le développement. Les caractéristiques fondamentales du capitalisme se retrouvent aux Etats-Unis comme en Europe. Le New Deal et le front populaire sont très proches, du point de vue de la théorie économique, même si leur contenu social et politique est différent.

M. DRANCOURT. — A cette différence près que la concurrence aux Etats-Unis a une signification qu'elle est très loin d'avoir en Europe. Aux Etats-Unis, à l'heure actuelle encore, faire concurrence à quelqu'un signifie l'absorber ou le tuer.

R. FOSSAERT. — C'est l'absolu.

M. DRANCOURT. — En France, je me demande si l'on trouve décent de parler de concurrence. J'ai même envie de dire souvent que la France n'a jamais été vraiment capitaliste.

R. FOSSAERT. — C'est un paradoxe.

J. DELORS. — Tout à fait d'accord avec Fossaert pour dire que le modèle américain exerce un attrait certain sur le capitalisme européen, qu'il s'agisse des techniques d'organisation industrielle, des relations humaines dans l'entreprise, des moyens de maîtriser le marché, de conquérir le consommateur, par la prospection des ventes, la publicité et le crédit à la consommation. Cela n'empêche pas les Européens d'avoir toujours manifesté un certain complexe de supériorité à l'égard de Etats-Unis cela n'empêche pas les Etats-Unis d'avoir des problèmes difficiles à résoudre comme ceux de la croissance forte du dollar, alors que l'économie européenne est en pleine ascension depuis quelques années. Mais ces attitudes, ces événements ne remettent pas en cause l'exemplarité pour l'Occident du modèle américain. Ainsi il semble bien qu'en Allemagne la notion-clé de la société de consommation, c'est-à-dire le standing lié à la possession, soit devenu aussi prépondérante qu'aux Etats-Unis. On peut l'illustrer par cette banderole de la Foire Commerciale de Francfort : « Si tu as quelque chose, tu es quelqu'un ! »

Ce capitalisme a sa force d'expansion et de séduction en raison des délices de la société de consommation. Mais, si c'est là le vrai problème, si dans 15 ans les Russes ont abaissé la durée du travail à 5 ou 6 heures par jour, élevé le niveau d'instruction de telle sorte que tous les jeunes Russes aient un niveau comparable à celui d'un baccalauréat, multiplié les biens gratuits (culture, santé, urbanisme) mis à la disposition des citoyens, que deviendra un Occident grandi selon le modèle américain de l'opulence, modèle dont Galbraith a montré toutes les faiblesses ?

Alors nous, gauche occidentale et non communiste, aurons beaucoup de mal à nous opposer au challenge communiste. Pourtant nous refusons cette vision communiste parce que nous gardons, tout au moins je garde, de l'humanisme occidental, un certain sens de la dignité et de la liberté de l'homme, le souci d'un pluralisme affectif, l'acceptation de la discussion politique, en un mot de la démocratie, parce que je pense que personne n'a jamais définitivement raison.

Mon angoisse est que ces valeurs-là soient emportées dans l'agonie du capitalisme parce que ce dernier les aura compromises, gâchées, vidées de leur vraie substance. Pourtant le capitalisme contemporain est plus fort que celui des années 30, on a même pu parler de l'idéologie agressive de la firme capitaliste. Le capitalisme a surmonté l'écueil des grandes crises, il a digéré

les conquêtes sociales qui lui ont été imposées par la gauche et les syndicats; il y a, au niveau des entreprises, développé une stratégie d'intégration des travailleurs qui tend à démobiliser, à dépolitiser ces derniers, et en fin de compte à stériliser la volonté de changement de moteur de l'action socialiste. Il peut en outre, dans les pays du Tiers Monde, faire mieux que livrer des batailles de retardement. La plasticité du capitalisme moderne est donc assez grande et ouvre des possibilités non négligeables et sous certaines conditions, à une action menée de l'intérieur.

*M. DRANCOURT.* — Nous en sommes donc à examiner l'objet essentiel de notre recherche, à savoir l'avenir du capitalisme. Ce que vient de dire Delors me suggère une première réaction. Je traiterai avec moins de mépris, voire moins de hargne que lui les problèmes matériels et de la consommation. A cet égard, il faut bien admettre que le capitalisme, tel qu'il est, est parvenu à des résultats concrets. C'est faute d'imagination qu'il n'a pas encore transporté le bien-être dans les pays sous-développés. Mais d'après ce que je crois observer, certains de ses leaders vont s'en préoccuper sérieusement. Donc sur le plan de la consommation, le capitalisme est, je crois, aussi bien armé que le communisme. En plus, il est essentiel de rappeler que l'économie dite capitaliste si vous la prenez dans son ensemble est tout de même, à l'heure actuelle encore, beaucoup plus forte que ne l'est l'économie communiste.

L'U.R.S.S. affronte avec moins de moyens des problèmes plus considérables. Ce n'est pas nécessairement un atout.

Là où le capitalisme à mon sens court un danger sérieux, c'est dans la préparation du futur. La plupart de ses dirigeants font preuve en ce domaine d'un manque total de capacité. Comment prépare-t-on le futur? Par des investissements en argent et surtout par des investissements en hommes. Or la grande faiblesse du système capitaliste est d'être sur ce dernier point en contradiction avec les principes qui l'animent. Les lois de la concurrence sont truquées sur le plan de la formation. Suivant que vous êtes fils de président directeur général de société ou fils d'ouvrier, il n'est pas vrai que vous ayez les mêmes chances de faire valoir vos qualités propres.

Si le capitalisme était assez intelligent pour faire jouer l'égalité réelle des chances pour tous et mobiliser son capital intellectuel, son avenir serait assuré.

Cela ne signifie pas qu'il se prolongerait tel qu'il est aujourd'hui parce que le fait même de mettre en œuvre les changements de structure dont je viens de parler est à lui seul une révolution. Cela signifie que le système dit de l'Ouest aurait des chances sérieuses de répondre au défi du système dit communiste.

*J. DELORS.* — Vos réflexions me font penser à ceux

qui affirment que le problème de l'intégration de la classe ouvrière serait résolu par sa motorisation. D'autre part, peut-on penser que le capitalisme répond aux véritables besoins de l'homme, lorsque grâce à ces ingénieurs des âmes ou à sa publicité, il arrive à convaincre le consommateur qui a changé son réfrigérateur — qui pourtant marche bien — parce que la possession du nouveau réfrigérateur fait de lui « une personne à la mode ». Une personne certainement intelligente... Que d'astuces gaspillées pour rien.

En réalité le différend, la contestation porte sur les finalités de l'activité sociale. Or, la loi du marché capitaliste est qu'on fabrique des automobiles et des réfrigérateurs, avant de se préoccuper d'avoir des écoles accueillantes pour tous, de construire des logements décentes, de mettre en œuvre un urbanisme qui permette à l'homme de s'épanouir. Le problème est donc de savoir si le capitalisme est en mesure de réaliser de telles fins, assez vite pour ne pas être pris de vitesse par les pays communistes.

*M. DRANCOURT.* — Je crois que cela dépendra avant tout de la formation et de la qualité de ses dirigeants.

Dans la mesure où ses dirigeants prennent conscience qu'il ne suffit pas de répandre le bien-être, mais qu'il faut se fixer des buts plus élevés, ils peuvent modifier l'esprit du système où nous vivons.

Cela dit, je voudrais insister sur la nécessité de ne pas oublier les problèmes matériels, l'automobile et le réfrigérateur, sous prétexte de se préoccuper de finalité. L'un facilite l'autre. Donner un travail payant aux gens, leur offrir ce faisant la possibilité d'une vie agréable, c'est un sérieux pas dans la voie de la dignité de l'homme — qui est une finalité — si dans le même temps qu'ils ont la possibilité d'arriver à tout cela, ils ont aussi celle de vivre dans un monde qui a retrouvé une foi, alors tant mieux! Pourquoi nous, qui forgeons notre avenir, ne pourrions-nous pas réussir une action en ce sens?...

*J. DELORS.* — La preuve reste à faire.

*M. DRANCOURT.* — S'il n'apparaît pas possible, quand on sait satisfaire les besoins matériels d'y ajouter la recherche d'un but plus élevé, alors je suis comme Fossaert, j'enterre le capitalisme. Au contraire, si ses dirigeants savent offrir à la jeunesse un idéal positif et l'adapter à l'évolution technique — en partie d'ailleurs grâce à la pression des hommes de gauche (je préfère l'expression des hommes vivant dans l'avenir, mais je me demande si elle s'applique toujours à la gauche) alors je suis plus optimiste sur son compte. Les pays qui se réclament peu ou prou du capitalisme reçoivent une telle masse de moyens, une telle densité d'hommes formés qu'ils possèdent des atouts sérieux.

Cela dit, ils butent sur des contradictions internes dont les troubles agricoles actuels ne sont qu'un pâle reflet.

Je voudrais faire une remarque à propos de l'observation de Delors qui indiquait que la politique des firmes en régime capitaliste pouvait être qualifiée d'« agressive ». Oui les firmes sont agressives. Elles croient avoir raison de le faire. L'ont-elles ? C'est une autre affaire. Mais ne croyez-vous pas que dans d'autres régimes les firmes ou les groupes sous d'autres formes sont également « agressifs » ? On se trouve en présence d'un problème qui est bien plus celui de l'adaptation de l'homme au mode de travail et de vie imposé par le règne industriel que celui d'un régime. La solution n'est pas ici de remplacer le capitalisme par autre chose, mais de tout faire pour réduire le temps de travail et pour organiser plus rationnellement la vie des hommes modernes en faisant servir les machines à leur profit. Le jour où on travaillera deux heures par jour, on aura probablement plus de chances d'échapper à l'emprise des firmes que lorsqu'on y travaille huit à dix heures par jour...

*J. DELORS.* — Oui, ce que l'on peut reprocher à l'entreprise capitaliste c'est la façon dont elle veut intégrer le travailleur. Elle le fait sur des données fausses alors qu'il est évident que la grande production de masse, aussi bien dans l'entreprise communiste que dans l'entreprise capitaliste pose des problèmes. Il y a la hiérarchisation des tâches, il y a la pression du commandement, il y a aussi le non-intérêt du travail. Tout ceci est commun à tous les régimes, c'est un problème universel. Ce qu'on peut espérer c'est de réduire cette aliénation inévitable au minimum de temps et d'autre part susciter l'adhésion des gens, non pas à l'association sportive ou la crèche de la firme X... mais à un projet collectif qui amène l'homme à un certain dépassement et à une plus grande maîtrise de lui-même.

*M. DRANCOURT.* — Je voudrais revenir sur la notion de préparation du futur. J'ai indiqué que le capitalisme ne s'en préoccupait pas assez. Je crois que ses dirigeants ne voient pas assez loin et sont, pour beaucoup, incapables de prévoir les modifications imposées par l'évolution des techniques. De ce fait, ils vont tout droit à la crise. Je pense en disant cela à l'automatisation et aux effets qu'elle aura nécessairement sur les structures. Pour répondre aux problèmes qu'elle posera, il faudra proposer des types d'organisation.

Je dois dire que si je faisais œuvre de militer « à gauche », je cesserais de perdre mon temps dans les discussions où trop souvent la gauche se perd pour jouer cette carte-là et être prêt à relayer le capitalisme là où il se montre incapable d'adapter son organisation

aux exigences de l'évolution technique. Mais je chercherais aussi à offrir aux citoyens ce qu'il leur a apporté ou est en train de leur apporter, à savoir un niveau de vie en progression importante par rapport à ce qu'il était avant la deuxième guerre.

Jacques DELORS

### Les chances d'un réformisme positif

*J. DELORS.* — L'un des mérites principaux de l'ouvrage de Fossaert est justement de repousser cette analyse catastrophique pour proposer une stratégie qui devrait permettre de concilier à la fois certaines valeurs de l'humanisme occidental avec un type de société plus efficace et, en un mot, plus humain. C'est d'ailleurs la seule attitude possible : les forces sociales, qu'il s'agisse des syndicalismes ouvriers ou agricoles, ont des atouts en mains, car la croissance forte et harmonisée n'est pas possible sans leur adhésion et leur participation à une politique de régulation des revenus, de transformation progressive des structures agricoles et commerciales. Ces forces ont donc des atouts, elles auront, au surplus, de multiples occasions de dénoncer les contradictions du système actuel. Ainsi par exemple, au fur et à mesure que l'aventure européenne se développera, elles rencontreront les risques de surinvestissement, les risques de mouvements de capitaux anarchiques, et sans signification économique, et à cette occasion, elles pourront démontrer que les mécanismes du marché, que tous les pays s'accordent à considérer comme incapables de promouvoir la croissance forte, sont aussi impuissants à l'échelon supranational.

De même pour les rapports avec le Tiers Monde qui pourraient être l'occasion de définir un projet politique enfin digne des valeurs que nous prétendons défendre !

*R. FOSSAERT.* — Quand on se pose le problème de l'avenir du capitalisme, on se pose un problème si vaste et si général qu'il n'y a pratiquement aucune voie d'approche qui ne jette sur ce problème un éclairage intéressant. Il y en a si j'ai bien compté, au moins cinq ou six dans les propos qui viennent d'être échangés.

Deux d'entre elles, en particulier, me séduisent assez. Celle qui consiste à tester l'avenir du capitalisme en fonction de son aptitude à préparer le futur et notamment à réaliser des investissements humains nécessaires à cette fin comme l'a souligné Drancourt, celle également qui consiste à juger de son aptitude à se placer correctement dans la course au développement qui est entreprise. A cet égard je me suis livré au petit jeu

qui consiste à ne pas regarder les grandes forces sociales en présence — monde socialiste, monde capitaliste et Tiers Monde — simplement dans leurs positions relatives actuelles, mais à rapprocher mécaniquement leur vitesse de croissance économique et leur vitesse de croissance démographique pour voir ce que, sur la lancée actuelle, seraient leurs positions relatives à la fin du siècle. Les disparités seraient dans ces conditions si aiguës qu'il n'est pas possible que les choses se passent effectivement comme de telles perspectives l'indiquent.

Cette impossibilité montre clairement, à mon avis, que l'on a jusqu'à présent sous-estimé dans cette discussion le prodigieux potentiel de troubles, de révoltes, de crises, de guerres qu'il y a dans le monde du fait de l'énorme disparité des situations entre les pays sous-développés, d'une part, et les pays de l'Occident capitaliste et même les pays socialistes les plus avancés, d'autre part. Tel est le problème majeur des dix ou vingt prochaines années et qui devrait dépasser désormais les cercles d'initiés pour devenir un problème d'homme de la rue. De ce point de vue, la gauche pourrait faire son auto-critique.

Mais pour ma part, je voudrais revenir sur cette question générale de l'avenir du capitalisme, en la reposant d'une façon un peu différente de celles qui ont été jusqu'ici retenues dans la discussion. On a dit que le capitalisme n'existait plus dans la France de 1961 : c'était un paradoxe. Il existe, mais sous une forme assez originale, comportant un domaine concurrentiel (au sens classique du terme) assez restreint, un réseau d'entreprises entretenant des liens assez particuliers avec les différents échelons de l'administration économique, l'interpénétration de l'obligarchie financière et de l'appareil d'Etat selon la terminologie marxiste classique. Mais il subsiste quand même un jeu complexe d'entreprises jouant une politique d'entreprises, en l'insérant dans une conjoncture économique ou en agissant sur la politique économique nationale.

Il en résulte un développement économique modéré (voire faible aux Etats-Unis et en Angleterre) et irrégulier. Dans ces conditions, les paysans un jour, les fonctionnaires, un autre, les ouvriers à d'autres moments manifestent très clairement que cette croissance, pourtant réelle, n'est pas euphorique, parce que discontinue et inégale.

*J. DELORS.* — Et parce que le problème politique de la participation des citoyens et de la compréhension du pouvoir n'est pas résolu.

*R. FOSSAERT.* — Ces accidents viennent de ce que dans son ensemble la machine économique capitaliste avec la régulation que l'appareil de commande, c'est-à-dire les pouvoirs publics, essaie de lui donner, n'est pas en mesure d'éliminer les facteurs de déséquilibre qui naissent spontanément de l'activité de centres de décision dispersés. L'existence de ces déséquilibres cou-

duit l'Etat à poursuivre une politique économique interventionniste, dont les modalités se sont particulièrement enrichies au cours des quinze dernières années (nationalisation, mesures anti-crise, etc.) et sont encore appelées à s'enrichir dans l'avenir. C'est à cet endroit précis que se situe à mon sens l'axe principal d'action des forces qui essaient de transformer de l'intérieur le système capitaliste, pour lui rendre une efficacité plus grande.

Je crois donc que la perspective la plus vraisemblable offerte au capitalisme c'est un certain développement des déséquilibres, des interventions pour les corriger et, par ces interventions, des possibilités offertes à des modifications plus structurelles.

Jusqu'où ira-t-on ? On pourrait à ce point se poser une question rétrospective. Quand l'Allemagne devint-elle un pays capitaliste ? Pour la France ou pour l'Angleterre on peut mettre une date. Il y a eu la Révolution française, il y a eu, en Angleterre, à telle date, telle révolution politique ou industrielle. Pour l'Allemagne, le passage au capitalisme se situe vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais il n'y a pas eu un jour « J » du capitalisme en Allemagne.

Y aura-t-il un jour « J » du socialisme en France ? Deux hypothèses peuvent être formulées : pour des raisons essentiellement liées à l'évolution du monde et à ce qui se passe à l'extérieur des nations capitalistes, des conflits localisés, voire une guerre générale, deviendront possibles, ou des accidents politiques, du type instauration du fascisme en France, donneront naissance à des développements qui pourraient être révolutionnaires. Ou bien, cette hypothèse, qui paraît tout de même la moins probable, étant écartée, bien qu'à court terme en France elle paraisse très pressante, la machine économique et sociale se transformera d'une façon insensible en un système socialiste et c'est seulement après coup que l'on apercevra les vertus des changements opérés dans divers domaines, celui des consommations matérielles comme celui de l'enseignement.

Ce qui créerait les bases objectives d'une organisation politique différente. Actuellement le conseil municipal et le conseil général, ce n'est pas grand-chose, mais il viendra un jour où l'on ne pourra pas se dispenser, à la fois pour résoudre les problèmes paysans ou les problèmes bretons, de disposer, à l'échelon régional, d'organismes dotés de pouvoirs réels sur le développement économique et sur ses aspects régionaux. A ce stade les possibilités de vie locale, la substance de la vie politique ne seront plus comme dans le vieux mythe de la IV<sup>e</sup> République, limitées à quelque 500 députés, mais elle sera dispersée entre les mains de dizaines de milliers de gens. Finalement, la démocratie, c'est un mouvement, c'est un processus en vertu duquel, pour reprendre la formule de Lénine, un nombre croissant de ménagères sont rendues capables de gouverner l'Etat à tous les échelons, du Conseil municipal à la présidence de la République.

## LE PROBLÈME AGRICOLE EN U.R.S.S.

**A** la fin de 1956, le crédit politique de M. Khrouchtchev était au plus bas. La déstalinisation impétueuse qu'il avait lancée tournait mal. Mais personne ne mettait en doute ses qualités d'expert agricole. Certains pensaient alors dans la capitale soviétique qu'il allait perdre son poste-capital de premier secrétaire du Parti, mais qu'en compensation il allait être nommé ministre de l'Agriculture. Il avait, il est vrai, déjà décidé un certain nombre de réformes.

A la fin du règne de Staline, ses projets avaient été plutôt mal accueillis. En 1950, en effet, il avait défendu un plan de construction d'agrovilles, qui n'eut pas l'heur

de plaire au chef suprême. Il fut obligé de reconnaître qu'il s'était trompé. Il prit sa revanche en septembre 1953 lors du plenum du Comité Central qui le nomma premier secrétaire. A cette occasion, il prononça le premier de ses discours retentissants : il admettait que, par suite d'erreurs politiques, la situation de l'agriculture était peu brillante. Le cheptel était moins important en U.R.S.S. qu'à la fin du tsarisme. Il fit alors décider une augmentation des prix payés aux paysans, afin que ceux-ci soient intéressés à l'accroissement de la production.

Six mois plus tard, au plenum de mars 1954, il parla

### APRES LA REPARATION

— Eh bien ! Comment va le moteur ? — Il travaille !

en faveur du défrichement de 30 à 40 millions d'has de terres vierges, situées pour la majeure partie au Kazakhstan et en Sibérie. On sait maintenant que ce plan se heurta à une vive opposition tant au presidium que parmi les techniciens.

La réalisation d'un tel programme exigeait, en effet, d'importants moyens en hommes et en matériel, ce qui risquait de se faire au détriment des régions productrices traditionnelles. De plus, certains experts mettaient en garde contre le gaspillage des engrais : on pouvait, disaient-ils, au prix d'immenses efforts, mettre en valeur les terrains en friche, mais les résultats seraient sans lendemain et on pouvait prévoir un rapide épuisement des sols. C'était en quelque sorte un conflit entre partisans de la culture intensive et partisans de la culture extensive. M. Khrouchtchev passa outre aux objections de ses contradicteurs.

Après la défaite du groupe « antiparti », le premier secrétaire publia une décision qui était de nature à plai-

#### FERME DE VOLAILLES

sance, il avait décidé que le gros matériel appartenait aux M.T.S. (Stations de machines et de tracteurs), dirigées par l'Etat, les M.T.S. qui louaient le personnel et le matériel aux kolkhozes pendant la période des gros travaux, devaient veiller à l'application du plan d'Etat.

Dès 1952, des économistes avaient suggéré le transfert aux kolkhozes des biens qui appartenaient aux M.T.S. Dans son dernier écrit : « *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* », Staline condamne radicalement cette thèse qu'il jugeait réactionnaire. Or c'est précisément cette thèse qui inspirait le discours de Minsk.

Mais il faut prendre soin de replacer cette réforme dans son contexte. En vendant le gros matériel aux kolkhozes, M. Khrouchtchev cherchait certainement à éponger une partie du pouvoir d'achat. Depuis que les prix des produits ont augmenté, les paysans ont des disponibilités, mais l'industrie des biens de consommation ne peut pas satisfaire les demandes. Il était tentant d'affecter les roubles excédentaires à l'achat de tracteurs qui étaient déjà en service.

Il faut ajouter que le kolkhoze de 1960 ne ressemble plus guère à celui de 1950. Au milieu du siècle, il y avait 250.000 fermes coopératives dans le pays. A la suite de regroupements imposés par le pouvoir, il n'en reste plus qu'environ 50.000. En changeant de dimensions, le kolkhoze a peu à peu changé de nature. Les rapports du producteur avec une grande entreprise ne sont plus les mêmes que ceux qu'il avait avec une entreprise moyenne. Et M. Khrouchtchev a bien l'intention de poursuivre cette évolution vers le communisme. Dans certains villages-pilotes, les paysans quittent leur isba et s'installent dans des immeubles de type urbain (ainsi a-t-il repris la vieille idée des agrovilles) et dans certains kolkhozes on verse, comme dans une usine, un salaire aux paysans, alors que le statut-type de ces entreprises ne prévoit qu'une répartition des bénéfices.

Pour atteindre son objectif, M. Khrouchtchev a choisi la méthode souple. Il suggère plus qu'il n'impose et, surtout, il veut d'abord montrer qu'on reconnaît l'arbre à ses fruits. Il s'agit donc de prouver que la production est élevée et que les producteurs bénéficient de ce surcroît de richesses. Au début, il eut de la chance, puisque l'U.R.S.S. connut, en 1956 et en 1958, des récoltes exceptionnellement bonnes. Mais le temps des vaches maigres est arrivé, ce qui est très inquiétant pour un chef de gouvernement qui a pu se présenter comme l'homme qui sait parler aux paysans.

A deux reprises, en décembre 1959 et en janvier 1961 le Comité Central a décrit un tableau extrêmement sombre de la situation. En décembre 1959, tout le monde avait promis un redressement et on avait pris rendez-vous pour l'année suivante. Mais en janvier 1961, le bilan n'était pas meilleur. L'U.R.S.S. se proposait de produire de 165 à 180 millions de tonnes de blé en 1965 ; elle n'a produit en 1960 que 133 millions de tonnes alors que la surface ensemencée a augmenté de 7 millions d'hectares depuis deux ans. D'autre part, pour réaliser le plan septennal d'élevage de bovins, il faudrait augmenter de 34 millions de têtes le troupeau en cinq ans, ce qui paraît désormais impossible.

Un tel état de choses est grave pour M. Khrouchtchev et il provoque un certain malaise en U.R.S.S. Moscou a connu des difficultés de ravitaillement. On a même-

— Et voici notre volaille !

re aux kolkhoziens : la suppression des livraisons obligatoires. Puis le 22 janvier 1958, à Minsk, il annonça la réforme la plus importante de toutes celles qui intéressaient l'agriculture, la dissolution des M.T.S.

On sait que l'agriculture collective a, en U.R.S.S. comporté deux types d'entreprises. Le Sovkhoze, ou ferme d'Etat est, en théorie, l'entreprise la plus socialisée parce qu'elle appartient au peuple tout entier. L'idéal communiste est que toutes les entreprises agricoles deviennent des sovkhozes. L'autre forme, le kolkhoze, est une coopérative de travail qui a été instituée de manière à permettre aux paysans d'aller par étapes jusqu'au communisme. Mais le parti s'est toujours un peu méfié des kolkhozes. Afin de ne pas leur laisser trop de puis-

## JUSQU'AU PRINTEMPS PROCHAIN

*Le personnage met les engagements du Kolkhoze dans la naphthaline.*

signalé quelques incidents dans les ports où les dockers ont manifesté contre l'envoi de denrées alimentaires à l'étranger. *Quelles sont les raisons de cette crise persistante ?*

Avant le plenum de janvier, les responsables de régions ont essayé d'expliquer leurs déboires par les mauvaises conditions atmosphériques. Mais les débats ont mis en valeur beaucoup d'autres causes qui, elles, sont permanentes :

1° *Mauvaise utilisation de l'équipement.* Un grand nombre de producteurs se plaignent de ne pouvoir disposer du matériel au moment où ils en ont besoin. Au plenum de janvier, le premier secrétaire du P.C. du Kazakhstan a donné une indication qui en dit long : à la suite d'un accord conclu avec les autorités intéressées, le Kazakhstan peut utiliser, pour la récolte, le matériel et le personnel des républiques russes et ukrainiennes. Les longs parcours augmentent considérablement le prix de revient. Ils ne doivent pas arranger le matériel. D'autre part, la presse lance chaque été un S.O.S. aux bâtisseurs pour qu'ils construisent des hangars. Des machines, en effet, passent l'hiver dehors. Elles sont inutilisables au printemps. Au plenum de janvier, on a encore appris que des centaines de milliers de

inoutons étaient morts de froid parce qu'il n'y avait pas assez d'étables.

2° *Disparité entre l'avant-garde et la masse.* Les chiffres de production record, auxquels la presse assure une large publicité, entretiennent de dangereuses illusions. En fait, la masse des producteurs est très loin de suivre l'avant-garde. Il y a une extraordinaire disproportion entre les résultats observés par quelques équipes de choc et ceux des autres équipes qui travaillent pourtant sur la même terre.

3° *Les faibles rendements :* On le savait depuis longtemps, les rendements moyens à l'hectare sont faibles en U.R.S.S. : à peine plus élevés qu'ils l'étaient sous le tsarisme. La moyenne générale ne doit pas dépasser 10 quintaux de blé à l'hectare. Jusqu'au mois de janvier les autorités soviétiques donnaient fort peu de précisions à ce sujet. Mais au plenum du Comité Central on a appris que dans la plus grande des républiques, la récolte était de 10 qx 6. Au Kazakhstan, qui doit devenir un des greniers de l'U.R.S.S., elle est de 8,6 qx (alors qu'on avait prévu le chiffre de 10,6 qx).

Ces résultats médiocres sont acquis avec un personnel pléthorique. Aux Etats-Unis, les rendements moyens à l'hectare sont peu élevés, mais la proportion d'Amé-

ricains qui travaillent la terre est faible (1/10) alors que 80 millions de Soviétiques sur une population totale de 280 millions vivent à la campagne.

4° *Les dangers de l'émulation.* La nature du système soviétique pousse les producteurs à gagner à tout prix, ou à avoir l'air de gagner. Chaque échelon de la hiérarchie veut plaire à l'échelon supérieur, ce qui l'amène à faire des promesses inconsidérées. Mais au moment d'établir les bilans d'exploitation, on s'aperçoit que les engagements n'ont pas été tenus.

Voici quelques exemples concluants. La région de Lipetok a rempli à 83 % le plan qui lui avait été fixé et à 47 % les engagements volontaires qu'elle avait pris. Plutôt que de reconnaître leur faillite et d'en supporter les conséquences, les responsables cherchent alors à camoufler l'échec par tous les moyens possibles ! La république russe a bien livré en 1959 1.643 millions de pouds (1) de blé à l'Etat, comme elle l'avait promis, mais elle a été aussitôt obligée de racheter 22 % de ce blé pour faire les semences, ce qui n'était pas prévu. A Riazan, les kolkhozes ont acheté les bêtes « privées » chez les kolkhoziens et ils les ont vendues à l'Etat comme s'ils les avaient produites. On a encore cité le cas de présidents de kolkhozes qui ont acheté en ville le beurre qu'ils étaient censés avoir produit : c'est ainsi qu'une seule tonne est comptabilisée deux fois et, en fin de compte, les statistiques dont dispose le pouvoir n'ont à peu près aucune valeur.

5° *Le pillage des biens d'Etat :* Mauvais entretien du matériel, médiocrité du travail fourni, ce sont là les symptômes d'un mal plus général et qui est le peu de respect des particuliers envers les biens de l'Etat et de la collectivité. M. Khrouchtchev a cité au plenum de janvier une histoire étonnante : la moitié de la récolte de maïs en Ukraine a été volée par les paysans. Cela peut sembler incroyable. L'expérience nous montre d'ailleurs qu'il ne faut pas prendre les chiffres trop au sérieux et il est possible que M. Khrouchtchev ait dessiné noirci le tableau pour justifier une législation répressive. Mais il est certain que les kolkhoziens accordent tous leurs soins à leur petite parcelle individuelle et qu'ils cherchent à nourrir leur bétail privé avec le fourrage qui appartient à l'Etat et à la collectivité.

6° *Le niveau des cadres.* Au plenum de janvier, M. Khrouchtchev a rejeté sur les cadres moyens et supérieurs la responsabilité de la crise. Il a tancé vertement quatre membres titulaires ou suppléants du presidium et un grand nombre de secrétaires de régions qui n'auraient pas été à la hauteur de leur tâche. En revanche, il a félicité, non sans démagogie, les « travailleurs de la base », ceux du moins qui, sans exercer de responsabilités sont à l'avant-garde de la production... Son réquisitoire annonçait une épuration massive. Depuis le début de cette année, en effet, le premier secrétaire procède à un mouvement incessant de personnel. On peut se demander d'ailleurs s'il n'oublie pas dans son diagnostic une des causes fondamentales. Mais nous y reviendrons en conclusion.

Quelles mesures fallait-il prendre pour remédier à

cette situation ? Avant le plenum de janvier, la presse accordait une certaine place aux partisans d'une politique « gauchiste ». Ceux-ci disaient que le moment était venu de faire un pas en avant à la campagne et que la construction des agrovilles devait permettre aux paysans de se débarrasser de leur mentalité arriérée. En s'exprimant ainsi, ils croyaient certainement abandonner dans le sens de M. Khrouchtchev. Ils réclamaient également la suppression des lopins individuels.

On sait que le lopin est un terrain attenant à l'isba, d'une surface inférieure à un hectare et qui est attribué aux kolkhoziens pour leur petite exploitation familiale. Or le paysan moyen travaille assez mal au kolkhoze. En revanche, il donne le meilleur de lui-même à sa petite exploitation individuelle. D'ailleurs, près de la moitié des vaches sont élevées sur ces parcelles individuelles qui n'occupent que 3 % des terres cultivées en U.R.S.S. En supprimant les lopins ou en les réduisant le plus possible, n'obligera-t-on pas les producteurs à bien travailler au kolkhoze ?

Mais M. « K » a écarté cette solution, parce qu'il craint d'ajouter de nouvelles difficultés à celles qui existent déjà. Le chef du gouvernement qui a l'avantage de connaître l'état d'esprit des paysans, sait que pour obtenir une production plus abondante, il faut accroître le profit que les kolkhoziens retirent de leur travail. Il a donc fait porter l'effort principal sur les réformes de structures.

Il y eut d'abord au mois de décembre la création d'un district administratif des terres vierges au nord du Kazakhstan. Il s'agit de réaliser les espoirs que le premier secrétaire du Parti avait mis dans cette région.

Ensuite, le ministère fédéral de l'Agriculture et ceux des différentes républiques ont été dépouillés de leurs fonctions administratives. Ils n'auront plus à s'occuper de la planification, ni de la gestion, mais ils devront développer la science agronomique et créer des stations-pilotes dont l'expérience servira aux kolkhozes et aux sovkhoses. Les autres réformes portent sur :

1) Création d'une organisation panunioniste pour la vente aux entreprises de matériel agricole, d'engrais. Cette association qui a des comptoirs dans toutes les régions, prendra la place occupée par les services du ministère de l'Agriculture qui étaient chargés des stations de réparation de tracteurs. L'association doit servir d'intermédiaire entre les producteurs de matériel et les utilisateurs, et faire en sorte que le matériel réponde exactement aux besoins ;

2) Création d'un comité d'Etat pour l'achat des produits agricoles, qui conclut des contrats d'approvisionnement et en contrôle l'exécution. Ce nouveau système supprime complètement les livraisons obligatoires ;

3) Création d'organismes de vente de surplus de la production des kolkhozes et des kolkhoziens. Ces organismes devraient remplacer peu à peu le marché kolkhozien sur lequel les paysans viennent vendre leurs productions individuelles. Ils sont destinés en principe à éviter des pertes de temps. Les producteurs font, en effet, parfois de très longs voyages pour écouler leurs marchandises. D'autre part, il semble que les autorités soient désireuses de limiter, autant que possible, le contact entre le producteur et le consommateur individuel.

(1) Le poud : mesure russe qui vaut 16 kg. 38.

Une des premières tâches du nouvel organisme serait de développer au maximum l'activité du réseau de magasins coopératives, le *Tsentrosoïouz*.

Ces mesures permettront-elles de redresser la situation ? Il est encore beaucoup trop tôt pour en décider. On note cependant que les dirigeants soviétiques n'ont pas osé prendre conscience d'une des causes principales de la crise : *la résistance passive que le paysan moyen continue d'opposer à la collectivisation*. Il faut noter à cet égard que le mal n'est pas limité à l'U.R.S.S. Sans même parler de la Chine où le gouvernement fait face à une véritable famine, on rappellera que les comités centraux de la Tchécoslovaquie, de Bulgarie ont dénoncé récemment les insuffisances de la production agricole. La Hongrie manque de porcs, et cette pénurie a coïncidé avec la collectivisation. Seule la Pologne ne fait pas état cette année de difficultés particulières, mais

la Pologne est le seul pays socialisé où la collectivisation soit à peine commencée.

Dans ces conditions, il est difficile de ne pas établir une relation de cause à effet entre la collectivisation et la production médiocre : les paysans acceptent en fin de compte de rentrer dans les fermes coopératives, mais ils y travaillent le moins possible, ils ne soignent pas le bétail comme si c'était vraiment le leur. Il est déjà malaisé d'établir une planification pour une tâche qui dépend dans une très large mesure de variations atmosphériques. Mais il est un facteur que les planificateurs sont jusqu'à présent incapables d'évaluer correctement : le comportement du producteur. C'est là le pont aux ânes de tous les régimes communistes : l'expérience montre qu'ils ne s'en sont pas rendus maîtres.

Bernard FERON.

— Camarade président, le taureau a rompu ses attaches, que faire ?

— Téléphoner au Kholkhose. C'est à eux de voir !

# Comment résoudre la crise agricole française ?

*« L'homme qui a organisé, dirigé la manifestation est un jeune cultivateur de 24 ans... »*

*« Mince, blond, A.B.L. est le type même de ces jeunes syndicalistes formés par la J.A.C., qui sont partout à l'origine de la révolte bretonne. »*

*« ... En Bretagne, ce sont les fils qui donnent les consignes, les pères les suivent. »*

Gabriel FARKAS,  
France-soir, 20 juin 1961.

**L**ORSQUE, le 8 juin dernier, l'opinion fut informée de l'investissement de Morlaix par les paysans, certains leaders agricoles ont pu espérer qu'une fois encore les Bretons se battraient essentiellement sur le relèvement des prix. L'affaire n'était-elle pas déclenchée par l'effondrement des cours de la pomme de terre ? Déjà, en 1960, c'est en Bretagne qu'avait pris naissance le mouvement qui avait permis de susciter dans toute la France des manifestations axées sur le problème des prix.

En 1961, les Bretons, et plus particulièrement les jeunes agriculteurs, ont voulu se battre non seulement sur cet aspect mais sur les problèmes fondamentaux qui conditionnent l'avenir de l'agriculture, notamment : les structures de production et leurs imbrications sociales, l'organisation des marchés.

Dès le départ des manifestations les primeuristes de Saint-Pol-de-Léon avec Gourvennec, les producteurs de viande avec Léon, avaient exprimé en termes nouveaux leurs revendications. Ils demandaient le soutien de l'Etat pour organiser eux-mêmes la vente de leurs produits dans le cadre des S.I.C.A.

Ils en appelaient au gouvernement, non pour que d'un coup de baguette magique il relève les prix, mais pour qu'il prenne des mesures susceptibles de les garantir contre les puissances financières des expéditeurs et des intermédiaires. Ceux-ci avaient à plusieurs reprises boycotté les ventes de la S.I.C.A. de légumes sur les mar-

chés de consommation. Ils n'hésitaient pas à raréfier leurs achats pour entraîner une baisse de prix à la production et une hausse à la consommation. Le phénomène est bien connu. Pour parer à ces offensives, les producteurs organisés demandaient une aide des pouvoirs publics.

Dans le même temps, se développait le malaise relatif aux produits laitiers : la plupart des usines laitières étaient dans l'impossibilité de payer le lait au prix indicatif, 31,50 (prix d'été). Dans certaines régions de la Bretagne et aussi dans le Centre et le Sud-Ouest de la France, le prix réellement payé se situait autour de 25 ou 26 francs. La production avait augmenté plus rapidement que les débouchés et l'organisme de régularisation du marché ne disposait pas de fonds suffisants pour soutenir les prix.

Sur le plan avicole, la situation n'était pas plus brillante. Des poulets se trouvaient écoulés à 180 ou 200 fr. le kilo, alors que le prix de revient du kilo se situe entre 280 et 300 francs.

Pour avoir cru à l'intensification et à la spécialisation pour survivre, les petits exploitants bretons, comme ceux des autres régions, se trouvaient dans une impasse.

## Population active et structure en Bretagne

La forte densité de population masculine agricole active pose en Bretagne de graves problèmes.

Densité de population active agricole masculine en 1954 pour 1.000 ha cultivés	Moyenne française 66
	Autres départements
(Hommes)	(Hommes)
Finistère ..... 135	Aisne ..... 59
Côte-du-Nord .... 122	Oise ..... 50
Ille-et-Vilaine .... 117	Meurthe-et-Moselle . 32
Morbihan ..... 111	Meuse ..... 27
Loire-Atlantique .. 90	

Cette population est répartie sur des exploitations aux surfaces restreintes et terriblement morcelées, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Surface moyenne des exploitations en Bretagne	Superficie occupée en Bretagne par les exploitations de moins de 20 ha, en pourcentage de la superficie totale			
			Moyenne France entière .....	
13,5 ha	Finistère .....	62,7 %	Aisne .....	11,2 %
12,5 —	Côtes-du-Nord .....	68,9 %	Oise .....	7,2 %
12 —	Ile-et-Vilaine .....	64,2 %	Seine-et-Marne .....	3,9 %
14 —	Morbihan .....	65 %	Meurthe-et-Moselle .....	17,7 %
14 —	Loire-Atlantique .....	54,6 %	Meuse .....	20,2 %

Pour obtenir un revenu décent sur ces petites entreprises, il est nécessaire de recourir aux productions qui ne réclament pas des surfaces de terre importantes tels que légumes, porcs, volailles. Or il se trouve que le marché de ces productions a été abandonné à la loi de l'offre et de la demande. Même si les pouvoirs publics fixent des prix indicatifs, les conditions du marché ne permettent pas de les tenir. Seules les productions blé et betteraves qui pour être rentables demandent de larges superficies jouissent d'un véritable sys-

tème de commercialisation. (La distinction des deux types d'agriculteurs n'est pas seulement vraie au niveau des structures de production, mais aussi au niveau de l'organisation de la vente des produits.)

#### Nécessité d'un plan de réadaptation

Lorsque, en 1958, les indexations furent supprimées nous avons dit et écrit à plusieurs reprises qu'un plan de réadaptation de l'agriculture était nécessaire, notam-

ment pour les régions de l'Ouest, du Centre et du Sud.

Il fallait permettre aux exploitants agricoles de combler leur retard technique et en même temps prévoir les conséquences de ce progrès qui double ou triple les possibilités de production par travailleur. Malgré de nombreux handicaps relatifs aux investissements, à l'équipement, la productivité s'est développée de telle façon que l'offre des produits s'est accrue beaucoup plus vite que la demande.

Certes, une part de ces denrées aurait dû s'en aller vers les marchés extérieurs et notamment les pays sous-développés. Mais à court terme nous ne pouvions nous leurrer sur la sécurité de ces débouchés. En effet, ces pays cherchent à se procurer des équipements industriels et livrent en échange leurs matières premières, qui entrent en concurrence avec nos produits agricoles.

Dans ces conditions, il semblait important de prévoir plutôt qu'un accroissement indéfini de la production, une diminution de la population active agricole.

Mais cela supposait une politique cohérente qui permette en même temps qu'un remodelage des structures foncières, une migration de main-d'œuvre vers d'autres secteurs d'activité et des mesures sociales concernant les agriculteurs âgés. Cette politique agricole a été définie par la loi du 7 août 1960. Malheureusement, elle est restée lettre morte jusqu'en juin 1961. Il a fallu la révolte des Bretons pour que paraissent les textes d'application. Mais l'efficacité de ces textes est liée à un certain nombre de choix de la part des pouvoirs publics. Pour influencer sur ce choix, les jeunes agriculteurs, au cours des diverses manifestations, ont tenu à mettre l'accent sur le principe de « parité » inscrit au titre 1 de cette loi d'orientation « qui a pour but, dans le cadre de la politique économique et sociale, d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques ».

Qu'entendait le législateur sous ce terme de parité ? Pierre Drouin, dans un article du *Monde*, du 5 juillet, pense qu'il peut être compris de diverses façons : « cela signifie par exemple que le capital investi dans l'agriculture doit être aussi rentable que celui qui est placé dans l'activité industrielle ou bien que l'exploitant agricole peut prétendre à un niveau de vie comparable à celui de son homologue de l'industrie ou du commerce ou encore que la part prise, dans le revenu national par les paysans doit être proportionnelle à leur nombre comme dans le cas des salariés ».

Pour les jeunes agriculteurs il s'agit bien d'obtenir un niveau de vie comparable à celui des travailleurs des autres catégories sociales. C'est le décalage de ce niveau de vie qui est essentiellement à la base de la révolte actuelle.

### Prix agricole et parité

Mais cela étant précisé, comment obtenir cette parité ?

Certains dirigeants agricoles demandent que ce soit à partir des prix que l'on puisse y accéder. Nous partagerions ce point de vue si l'observation de nos économies occidentales ne nous montraient que ni les consommateurs ni les industriels en tant que producteurs de biens ne sont disposés à payer les denrées alimentaires à leur prix de revient. Consacrer le moins d'argent possible à l'alimentation pour s'offrir le maximum de biens de confort tel est le comportement du consom-

mateur qui rejoint par ailleurs l'intérêt de l'industriel. Celui-ci, pour développer ses ventes, créer de nouveaux emplois, a besoin de ce pouvoir d'achat.

Aussi une forte pression s'exerce-t-elle constamment sur les prix alimentaires. Les pouvoirs publics eux-mêmes n'hésitent pas en période de pénurie de denrées agricoles à recourir aux importations pour éviter l'inflation qui résulte de la montée des prix.

### Transfert de revenu

Dans le jeu des forces économiques, les agriculteurs se trouvent donc en position d'infériorité. On peut regretter cet état de fait mais en politique économique il convient d'être réaliste. Si on ne peut intégrer dans le prix d'une denrée alimentaire le salaire qui par convention à un moment donné est reconnu comme normal pour les autres catégories sociales, il importe de l'obtenir par d'autres moyens, afin de s'acheminer vers la parité. Et si approximativement aujourd'hui « les revenus agricoles sont inférieurs de moitié aux revenus non agricoles », c'est un transfert de revenus de l'industrie et du commerce vers l'agriculture qu'il faut envisager.

Alors que des mesures concernant uniquement le prix de vente des produits ne peuvent corriger certaines inégalités de situation à l'intérieur de la profession agricole, le transfert de revenu permet non seulement d'aider ceux qui sont les plus défavorisés, mais il peut aussi faciliter cette nécessaire réadaptation de l'agriculture des régions en difficulté.

Dans ces perspectives, les jeunes agriculteurs ont proposé des mesures dont les plus importantes ont un caractère social.

Citons cependant les mesures économiques demandées. Outre la réforme du F.O.R.M.A. (Fonds d'Organisation et de Régularisation des Marchés Agricoles) qui a fait l'objet de nombreux commentaires de presse, il a été réclamé :

— Des dispositions pour favoriser les groupements de producteurs : notamment attribution de crédits spéciaux et priorité donnée à ces groupements pour les achats des sociétés interprofessionnelles et des collectivités publiques ;

— Pour le lait, la création d'une taxe sur les corps gras, se répercutant au même stade de la commercialisation des produits, qu'il s'agisse des produits laitiers ou des corps gras alimentaires.

Les mesures de soutien du marché laitier seraient réservées aux entreprises de ramassage et de transformation ayant établi des contrats avec les producteurs garantissant le respect des prix établis à l'avance.

Les Bretons et les représentants des régions de montagne sont, d'autre part, attachés à l'allègement du coût des transports. En janvier 1960, F.-H. de Virieu, dans une série d'articles intitulés « S.O.S. Bretagne », avait mis l'accent sur ce handicap des distances.

« Suivant les conditions de tonnages, la distance et la conjoncture, le coût du transport représente pour les légumes bretons 10 à 25 % du prix « rendu gare destinataire ». Cette politique met une véritable frein à l'expansion économique.

» Pour faire voyager un wagon de 10 tonnes de choux-fleurs de Saint-Pol-de-Léon à Apach (954 km), il en coûtait à l'expéditeur français l'équivalent de 89,60 NF. A

la même époque, l'expéditeur italien payait pour le même wagon de 10 tonnes, acheminé sur le trajet Naples-Chiasso (923 km), la somme de 44,88 NF, soit moitié moins.

En Italie, par surcroît, les distances « sont nivelées » grâce à la dégressivité des tarifs en fonction du nombre de kilomètres. »

Devant cet état de fait, les jeunes demandent que soit instituée une péréquation des tarifs de transport.

## Mesures sociales et structures

Mais ces dispositions économiques : organisation des marchés, prix des produits, transport, n'apporteront pas dans l'immédiat une amélioration substantielle au revenu très faible d'un certain nombre d'exploitants et resteront sans efficacité si elles ne sont pas appliquées conjointement avec des mesures sociales, elles-mêmes liées à la réadaptation des structures de production.

Rappelons qu'en Bretagne les centres de gestion estiment que 50 % des exploitations n'assurent pas 280.000 francs de salaire par travailleur actif auto-consommation comprise. Des bourses devraient être accordées à ceux qui accepteraient de se reclasser dans un autre secteur d'activité.

## Allocation de sous-rémunération

Pour les autres, n'ayant pas atteint l'âge de la retraite, les jeunes préconisent une allocation de sous-rémunération accordée à titre transitoire.

En effet, il existe toute une catégorie de paysans qui vivent dans la misère et pour lesquels la société n'a jamais rien tenté. Végétant sur quelques hectares de terre, ils sont dans une situation qu'ils ne peuvent faire évoluer par eux-mêmes. Cette aide financière ne serait allouée que pour un temps limité et moyennant certaines garanties. Il importerait notamment qu'au départ de l'exploitant (reclassé ou retraité) les terres rendues disponibles puissent être adjointes à une autre exploitation, afin que soient reconstituées progressivement des unités d'entreprises agricoles viables.

Cette allocation de sous-rémunération aurait donc à la fois une influence sur le niveau de vie du bénéficiaire et en même temps elle influencerait sur l'amélioration des structures.

A l'objection faite : comment déterminer les exploitants dont la situation n'est pas viable, nous répondrons que le gouvernement s'est engagé dans l'article 7 de la loi d'orientation à définir par région naturelle et par système de production la superficie des exploitations viables pour « deux unités de main-d'œuvre ou plus en cas de société de culture ou de groupements d'exploitants... ». A partir de cette définition, les agriculteurs dont les superficies d'exploitations se situeront en deçà du seuil de viabilité, auront la possibilité de percevoir sous certaines conditions l'allocation de sous-rémunération.

## Retraite vieillesse

Dans une même perspective, d'amélioration des structures de production, les jeunes attachent la plus grande importance à ce qu'une retraite vieillesse d'un montant suffisant soit accordée à 60 ans aux cultivateurs qui

s'engageraient à cesser leur activité de chef d'exploitation.

Actuellement, 450.000 agriculteurs âgés de plus de 65 ans bénéficient de la retraite vieillesse, mais sur ce nombre 400.000 continuent d'exploiter leur terre, le montant de la retraite ne leur permettant pas de vivre.

Si l'on estime à 5 ha la superficie moyenne travaillée par chacun d'eux, c'est 2.000.000 d'ha, dans l'hypothèse la plus faible qui pourraient être mis à la disposition des jeunes.

Il serait entendu que les gens âgés pourraient conserver la jouissance d'un jardin familial.

Les terres ainsi rendues libres par les mesures de reclassement ou l'octroi d'une retraite devraient être regroupées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural chargées de constituer les nouvelles unités d'entreprises. Pendant trop longtemps, les surfaces abandonnées du fait de l'exode rural ont contribué à agrandir des exploitations déjà importantes. Pour éviter ce phénomène de concentration abusive, les sociétés devront disposer d'un droit de préemption afin de faire face aux surenchères financières.

Tout ceci nous montre l'importance de mesures coordonnées, orientées vers une réforme structurelle indispensable au dynamisme de l'économie agricole et bénéfique en définitive à l'ensemble de l'économie française.

Lorsque les jeunes demandent ce transfert de revenu de l'industrie et du commerce vers l'agriculture, ils ne se considèrent donc pas comme des mendiants. Ils estiment n'avoir pas ménagé leurs efforts pour organiser leur profession. Ils ont su se grouper pour étudier leurs problèmes, recourir au service de techniciens, acheter du matériel, vendre leurs produits. Ils se sentent fondés à demander la parité (1).

Et si nous devons résumer leurs préoccupations essentielles au cours des manifestations récentes, nous dirions :

— Il ne s'agissait pas seulement de se battre pour obtenir des prix mais pour que le gouvernement mette en œuvre une politique permettant à l'économie agricole de s'intégrer dans l'économie nationale ;

— Il s'agissait aussi d'attirer l'attention des autres catégories sociales sur le fait que les paysans entendaient avoir leur juste part dans le revenu national ;

— Il s'agissait enfin de déterminer les moyens qui permettraient que cette juste part du revenu national soit mieux répartie entre les membres de la profession agricole.

Les barrages de routes auront-ils permis qu'une voie nouvelle soit ouverte pour l'agriculture ? De toute manière s'est trouvée accélérée pour les paysans la prise de conscience des raisons profondes du malaise agricole.

Dans les mois à venir, le pouvoir politique et les organisations économiques du pays auront à compter avec ce phénomène nouveau.

Michel DEBATISSE,  
Secrétaire général

du Cercle national des Jeunes Agriculteurs.

(1) Ils n'oublient pas d'ailleurs que non seulement ils fournissent à un prix très bas les denrées alimentaires au consommateur, mais qu'en plus l'agriculture supporte la charge jusqu'à l'âge adulte d'une main-d'œuvre dont bénéficie l'industrie.

## Où va l'association

# de l'Europe et de l'Afrique ?

L'ASSOCIATION établie par le Traité de Rome entre l'Afrique Noire de langue française, Madagascar et la Communauté économique européenne, entre dans une phase décisive. La convention qui la régit arrive à expiration le 1<sup>er</sup> janvier 1963. Il faut se préoccuper dès maintenant de son renouvellement. De toutes manières, l'accession à l'indépendance de la quasi totalité des Etats de l'Afrique Noire et de Madagascar exige que l'association soit adaptée pour tenir compte de leurs prérogatives et responsabilités nouvelles. Un certain nombre d'initiatives importantes viennent d'être prises pour préparer l'avenir : un colloque parlementaire Europe-Afrique a réuni à Strasbourg à cet effet, du 19 au 24 juin, 103 représentants de 16 pays africains et de Madagascar et 143 parlementaires européens des Six pays du Marché commun. L'association parlementaire, que préside M. Rémy Montagne, a prolongé quelques jours plus tard ces travaux à Bari avec la participation de délégués venus d'autres régions d'Afrique, en particulier, de l'Afrique « anglaise ». D'autre part, la Commission du Marché commun a adressé, le 12 juillet, au Conseil des ministres de la C.E.E., un memorandum dans lequel elle formule un certain nombre de propositions précises. Enfin, les Six ont convenu de réunir une fois par mois les ambassadeurs africains et, après un premier échange de vues à Bruxelles, les 24 et 25 juillet, entre les ministres des Affaires étrangères des Six, une réunion commune aura lieu avec les ministres des pays associés au mois d'octobre. Cette intense activité donne le signal de départ à une négociation qui aboutira, on l'espère, à un accord entre les deux parties à la fin de l'année prochaine.

Quels sont les principes qui présideront à cette négociation ? Quelles chances a-t-elle de conduire à l'édification d'une véritable communauté entre l'Europe et l'Afrique ?

### LES POINTS D'ACCORD

Il faut pour répondre dresser sommairement le bilan des points d'accord déjà réalisés entre les Six et les pays associés, en tenant compte de l'expérience acquise au cours des premières années de l'association et des leçons qui se dégagent du « dialogue » politique engagé à Strasbourg.

Tout d'abord, il semble que le principe même de l'association soit maintenant accepté de part et d'autre. Ce fait est en soi important quand on songe à la situation qui régnait à cet égard au moment de l'entrée en vigueur du Traité. La majorité des partenaires de la France n'avaient accepté d'inscrire l'association dans le traité que sur les instances de la France (il avait fallu, pour les convaincre, réunir *in extremis* les chefs de gouvernement à Paris) et à la condition que les engagements soient limités dans le temps. De leur côté, les Africains et les Malgaches, que la France avait engagés par sa signature — il ne pouvait en être autrement puisqu'ils étaient alors des territoires dépendants — n'étaient pas sans méfiance vis à vis d'une association fondée sur de telles bases, dans laquelle beaucoup d'entre eux dénonçaient le risque d'un « néo-colonialisme ».

Or, l'un des premiers soins de ces pays devenus indépendants, au cours de l'année 1960, a été, à la seule exception de la Guinée, de manifester leur confiance dans la Communauté européenne et leur désir de maintenir et de développer les liens d'association, que n'a pas rompus leur nouveau statut international. La Communauté a procédé sans délai aux premiers aménagements qu'il rendait nécessaires, en même temps qu'elle convenait de poursuivre l'œuvre amorcée par la convention transitoire (qui expire, avons-nous dit, avant la fin de 1962). Les débats de Strasbourg ont permis de constater que nos amis africains discutaient en partenaires égaux, sans complexe. Les Européens n'ont plus à redouter de se trouver mêlés, aux yeux des pays sous-développés, à une entreprise teintée de colonialisme. Ils ont pu constater la stabilité politique de l'Afrique nouvelle, la maturité de ses responsabilités et se laissent plus facilement amener à une coopération, conforme à l'esprit et à la lettre du Traité de Rome ainsi qu'aux préoccupations de certains d'entre eux, conscients des responsabilités de l'Europe à l'égard du Tiers Monde.

L'accord est également réalisé sur un second point : c'est que le nouveau statut de l'association, quel qu'il soit, devra être élaboré et négocié avec les Etats associés. Le temps des décisions unilatérales est clos. Toutes les décisions devront être désormais des décisions concertées. Les dispositions qui en résulteront devront s'inspirer des trois principes rappelés par le président Hallstein le 20 juin devant le colloque de

Strasbourg : l'autodétermination, la solidarité, l'avantage mutuel.

## LES VŒUX DES AFRICAINS

Il n'est pas sûr que l'accord soit facile pour autant au sujet des modalités futures de l'association. Nos partenaires africains et malgaches sans en contester le bilan d'ensemble positif, désirent que celle-ci soit développée et améliorée, en particulier que l'aide financière dispensée par le Fonds européen de développement soit accrue et que son fonctionnement soit plus rapide. On ne saurait s'étonner que le « démarrage » ait été assez lent. L'année 1958 ne pouvait être qu'une année de mise en place. Depuis lors, le Fonds a mis les bouchées doubles : à la fin de 1961, il aura accordé environ 320 millions de dollars sous forme de subventions dont 70 % ont été consacrés au financement des projets économiques d'intérêt général et notamment à des travaux d'infrastructure (port, route, etc.).

Mais les procédures sont trop longues : 23 mois environ se passent entre la présentation des projets et le premier coup de pioche. Les Etats bénéficiaires voudraient aussi que le champ d'action du Fonds soit étendu. Ils souhaitent l'octroi d'une aide financière et technique pour l'établissement des projets eux-mêmes : le « pré-investissement » dans ces pays démunis de cadres administratifs et techniques est une des conditions d'un développement économique rapide. Surtout nos associés réclament une gestion paritaire du Fonds, qui prendrait la dénomination de Fonds commun de développement, la parité devant être à leurs yeux la règle de base des institutions nouvelles. (1).

Ils ont, il est vrai, quelques raisons de se plaindre de l'association dans le domaine des échanges. Certes les échanges entre la Communauté et les pays d'outre-mer associés ont augmenté en volume de 50 %, entre 1958 et 1960. Mais le développement des exportations de produits tropicaux en provenance de ces pays dans le Marché commun n'a pas été conforme aux espoirs des producteurs africains et malgaches et en raison notamment des taxes de consommation qui les frappent : le total des taxes prélevées par les Etats membres de la Communauté sur le café et les bananes dépasse annuellement 200 millions de dollars, c'est une véritable « dime » qui est perçue de la sorte sur les revenus des producteurs. Toute considération de qualité mise à part, la taxe sur le café à elle seule freine sensiblement l'augmentation de la consommation dans un pays comme l'Allemagne : elle atteint le taux prohibitif de 370 % ; ce qui fait qu'un kilo de café qui coûte 1 DM 70 revient à 5 DM 80 après avoir été taxé. Cette situation est ressentie comme une grave injustice par nos associés. C'est pourquoi ils insistent non seulement pour que soit maintenue la préférence du tarif extérieur commun et aussi pour que leur soient assurées des garanties quantitatives d'écoulement.

## QUELQUES RESERVES

Il y a plus : pour ne point parler de ce mécontentement légitime, ni des réticences initiales de Paris à l'égard de « l'intrusion » européenne dans la « chasse gardée » de la

Communauté française, réticences qui semblent, Dieu merci, dissipées aujourd'hui, les Africains eux-mêmes gardent à l'égard du Marché commun un certain nombre de réserves dont il convient de tenir compte.

Les Africains et les Malgaches ont la volonté de ne pas aliéner leur liberté d'action et de décision, aussi bien en ce qui concerne leur politique générale que leur politique économique. Il paraît raisonnable de ne pas exiger des pays associés un engagement dans le camp atlantique, d'autant plus que ces pays demeurent fondamentalement tournés vers l'Occident. D'autre part, le Mali a rappelé qu'il entendait préserver sa conception d'une « voie africaine vers le socialisme », distincte à la fois du capitalisme de type américain ou du collectivisme de type soviétique. A quelques nuances près, cette attitude rejoint celle que le président Senghor exposait à Monrovia en février dernier :

« Etre ouverts à la coopération internationale ne signifie pas faire le jeu des deux blocs. Nous sommes trop attachés à la liberté pour laisser annihiler cette liberté par une forme de domination qui refuse de dire son nom. Nous devons montrer aux blocs qui se partagent le monde que l'Afrique, singulièrement la noire, est capable d'autre chose que d'alignement, de suivisme » (2).

Une seconde préoccupation se dégage de tous les propos tenus par les représentants des pays africains : c'est le souci de l'unité africaine. Ce souci prend deux formes : tout d'abord le renforcement de la coopération économique entre les pays associés, qui a abouti à la conférence de Yaoundé, le 28 mars dernier, à une sorte d'O.E.C.E. africaine réunissant douze Etats et s'est marqué, il y a quelques jours, par une conférence monétaire entre les Ministres des Finances des huit Etats de l'Afrique Occidentale. Dans les documents de travail établis par les parlementaires africains à Ouagadougou, le 5 juin 1961, en vue du colloque de Strasbourg, la constitution d'un ensemble économique africain et malgache mettant en oeuvre un programme d'équipement concerté était même présenté comme une condition préalable, permettant aux pays associés de traiter avec la Communauté économique européenne sur un pied de stricte égalité. Les pays européens ne peuvent, semble-t-il, que favoriser ces efforts de coordination, susceptibles de renforcer l'efficacité de leur aide.

Nos associés sont d'autre part désireux de ne pas se couper de leurs partenaires africains de langue anglaise, sans pour autant renoncer à leur statut privilégié auprès du Marché commun.

La position « en retrait » du délégué du Mali, à Strasbourg, s'explique, en particulier, par l'union politique constituée entre la Guinée, le Ghana et le Mali.

Les complexités de l'attitude africaine apparaissent dans la résolution finale, votée à Strasbourg le 24 juin 1961 : « la nouvelle association devra être ouverte à tous les Etats afri-

(1) Cette question de parité devrait s'appliquer aussi aux contributions financières ; on a suggéré que la contribution des pays d'outre-mer soit égale, par exemple à 1 % de leurs recettes budgétaires.

(2) Cité par la Revue de l'Action Populaire dans son numéro de juillet-août 1961 : L'Europe et les pays d'Outre-Mer (page 811), par le Révérend Père Weydert.

cains, étant entendu qu'aucun d'entre eux ne pourra appartenir à un autre groupement économique poursuivant des objectifs incompatibles avec ceux de l'association ».

### LES RETICENCES EUROPEENNES

Ce texte de compromis permet de discerner également les réticences européennes. L'accord de principe dont nous avons fait état recouvre encore certaines oppositions de doctrine et finalement d'attitude politique entre les Six. Dans certains pays, comme la Hollande et l'Allemagne, nombre de juristes font observer qu'une association limitée à certains pays d'Afrique n'a plus de raison d'être, dans la mesure où les « relations particulières » qui les unissaient à d'autres pays membres du Marché commun, ont cédé la place à des liens nouveaux. Il conviendrait donc, disent-ils, de remplacer l'association, telle qu'elle était définie dans la Convention transitoire par des accords d'association analogues à celui qui vient d'être conclu avec la Grèce sur la base de l'article 238 du Traité, et par une politique mondiale d'aide et de coopération vis-à-vis du Tiers-Monde. Il est évident que cette thèse — difficilement compatible, selon nous, avec le Traité de Rome — rejoint les intérêts commerciaux de pays dont les principaux clients et fournisseurs se trouvent dans d'autres régions d'Afrique ou du monde.

Ainsi, de ce côté, la partie ne paraît pas encore jouée : le renouvellement du Fonds de développement ne se heurtera sans doute pas à de graves difficultés, encore que l'accord soit loin d'être réalisé sur le montant des sommes qu'il conviendra de mettre à sa disposition, comme sur la nature de ses interventions (3), mais, c'est sur le problème de la *préférence tarifaire* et des garanties quantitatives d'écoulement que la négociation risque d'achopper. Les propositions que la Commission de Bruxelles, sous l'impulsion de M. Lemaignan, vient d'adresser aux gouvernements des Six, apparaissent à cet égard comme la base possible d'un accord équitable : en échange d'une certaine réduction de la préférence tarifaire, qui ne pourrait être décidée qu'après consultation des Etats associés, un système de régularisation des recettes d'exportation serait mis en place en même temps que serait attribuée une aide directe à la production pour le café, les bananes et le coton (4) et créée une « caisse commune de production », dont le but serait d'améliorer et de diversifier les cultures (5).

En tout cas, il est absolument indispensable, comme l'a souligné l'Exécutif de la C.E.E., de donner aux Etats associés la garantie que toute disposition nouvelle s'inscrirait dans un ensemble d'avantages au moins équivalents à ceux que leur assure la convention d'application actuellement en vigueur, et au soutien qu'ils recevaient des anciennes métropoles.

(3) En prenant comme point de départ la dernière annuité du Fonds, la contribution financière annuelle devrait être de 200 à 300 millions de dollars.

(4) Les oléagineux d'Outre-Mer seraient intégrés dans l'organisation commune du marché qui sera créée dans le cadre de la politique agricole commune.

(5) L'aide à la production pourrait être de 30 à 35 millions de dollars chaque année, la dotation de la caisse commune de 25 millions de dollars annuellement.

### LES CONDITIONS DU SUCCES

Disons-le tout net : pour des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, l'association envisagée comporte plus de sacrifices, à court terme au moins, que d'avantages commerciaux et économiques. Cela signifie que l'option qui leur est demandée est une option politique, inspirée par une volonté politique, au service d'un dessein politique : l'établissement entre l'Afrique et l'Europe, dont le Marché commun est le noyau efficace, d'une vaste zone de solidarité, de prospérité et de liberté, fondée sur des liens historiques et culturels, des traditions spirituelles communes, et des complémentarités économiques appelées à se développer dans l'avenir. C'est en élevant le problème à ce niveau que l'on pourra surmonter les difficultés de la négociation.

En second lieu, il importe que soit reconnue aussi bien par nos partenaires européens que par les autres pays, la nécessité de ce *relais régional* dans le cadre d'une politique d'ensemble à l'égard des pays sous-développés, qu'il appartiendra à l'O.C.D.E. et, en particulier, au D.A.G. (Développement Assistance Group) de définir. C'est en effet dans un cadre régional que peut le plus facilement se développer la conscience des intérêts communs.

C'est dans ce cadre, l'expérience le prouve, que peut être mise en œuvre, le plus efficacement, une aide multilatérale et communautaire, agissant de manière *globale* sur *tous* les facteurs du développement : aide financière et commerciale, ou assistance technique, en particulier par la formation de cadres autochtones et par le développement de l'enseignement sur place. Il est bien entendu que l'aide régionale ne doit pas entraîner pour autant la constitution d'un « club » fermé.

Il faut aussi que les Africains se préoccupent de « s'aider eux-mêmes » par une stricte discipline budgétaire, par des efforts accrus de productivité, d'adaptation de leur production et d'organisation commerciale, surtout par l'établissement général de programmes de développement coordonnés.

Enfin, de part et d'autre, s'impose un effort d'imagination pour concevoir et réaliser au-delà du libéralisme, du mercantilisme et des vieux dogmes monétaires, une *politique commune de développement réciproque*, qui ne peut aller en Afrique sans un certain degré de planification. Elle exige en Europe même des efforts concertés assurant une expansion continue. On rougit d'avoir à le répéter : l'objectif essentiel de l'association doit être une élévation accélérée du niveau de vie, reconnaissant une priorité aux intérêts des peuples associés.

### IMPORTANCE DE L'ENJEU

L'Afrique Noire, librement, s'est tournée vers l'Europe. Elle attend beaucoup d'elle, trop sans doute. On ne pourra satisfaire toutes les revendications africaines et malgaches, mais il serait grave de décevoir fondamentalement cette attente. Il ne servirait à rien que l'Europe développe son aide au « Tiers-Monde » si elle devait, en décevant l'Afrique, laisser glisser dans le chaos ce continent qui sera, de plus en plus, uni au nôtre, pour le meilleur et pour le pire.

Nous réussirons dans la mesure où nous saurons développer entre la Communauté européenne et ses associés d'Outre-Mer un *esprit de coopération fraternelle*.

JACQUES MALLET.

Assur-bani-apal (669-630) et la reine festoyant dans leur jardin.

## L'EMPIRE ASSYRIEN

*Il est fort peu d'ouvrages français aussi bien qu'étrangers qui traitent spécifiquement des Assyriens. C'est dire l'intérêt que présente la publication prochaine aux Editions du Seuil du livre de Maurice Vieyra : « Les Assyriens ». Nous sommes heureux de pouvoir en présenter quelques pages à nos lecteurs. L'histoire de l'Assyrie qui commence vers 3.000 av. J.-C. s'achève en 612 av. J.-C. avec la destruction de Ninive par les Mèdes et les Babyloniens.*

**J**E suis le roi qui de l'au-delà du Tigre jusqu'au Liban et à la Grande Mer a soumis le pays de Lagê, de Subi, et la ville de Rapiqu et conquis les terres des sources de la rivière Subnat jusqu'au pays d'Urartu.

J'ai repoussé les limites de mon pays. J'ai compté au nombre des habitants de mes terres les gens qui résident de la passe de Babite jusqu'au pays de Khasmar.

Dans les pays que j'ai conquis, j'ai nommé mes gouverneurs. Je leur ai imposé tutelle, vasselage et service...

Je suis Assur-nasir-apal, le dévôt des grands dieux, le destructeur du méchant... le roi dont la parole détruit les montagnes et les mers, qui par sa puissance a forcé des rois puissants et sans merci, du lieu où le soleil se lève au lieu où il se couche, à reconnaître sa suprématie...

Lorsque la barque, que montait le héros du déluge babylonien, Hasis-atra. « l'excessivement sage », connu aussi sous le nom d'Ud-napishtim, reprit terre, c'est sur le mont Nisir qu'elle s'arrêta. Là, le Noé mésopotamien offrit aux dieux un sacrifice au-dessus duquel « ils se rassemblèrent comme des mouches ».

Si l'Ararat biblique cherche encore à se placer sur la carte, les Assyriens n'avaient aucun doute sur la localisation du mont Nisir. Il se trouvait à la sortie de la passe de Ba-

bite par laquelle, lorsqu'on vient d'Assyrie, on pénètre en Perse. Assur-nasir-apal II est passé par là.

La connaissance d'événements qui remontent au déluge va, naturellement, avec des conceptions également précises du monde et de sa forme, et du Cosmos.

Le poème de la Création qui redit les luttes des dieux avec les forces du chaos, en un temps où « en haut le ciel n'était pas nommé, où la terre n'avait pas de nom », pose que le monde tangible de la terre, des planètes et des cieux a été créé par le héros Marduk, dieu de Babylone et champion des dieux, victorieux du dragon primordial Tiamat. Le dieu coupa en deux « telle une huître » le corps monstrueux. D'une moitié il fit le ciel ; de l'autre, la terre. Récit composé à la gloire de Marduk par les prêtres de Babylone vers le début de la première dynastie de Babel, le poème incorpore des mythes plus anciens dans lesquels le démiurge était un autre dieu. Les Assyriens, qui sans doute n'avaient pas sur les origines des choses créées des idées aussi exactes ni aussi littéraires que les Babyloniens, ont simplement copié le poème et remplacé Marduk par Assur.

Mais le poème de la Création ne dit rien de précis sur la forme du monde. Il existe une tablette babylonienne de basse époque qui en donne une représentation. La terre est ronde. C'est ce qu'aura constaté également le héros Etana qui vou-

lait atteindre le ciel sur les ailes d'un aigle et qui remarqua qu'à mesure qu'il s'élevait les choses devenaient plus petites, tant et si bien qu'arrivés à destination, Etana et l'aigle ne virent plus la terre que comme un jardin situé au milieu d'un baquet d'eau. Ronde, la terre est entourée d'eau de tous côtés. Cette rivière circulaire, c'est aussi le fleuve Océan des Grecs. Flottant sur l'eau : la terre connue des Babyloniens et des Assyriens.

On voit d'après l'emplacement donné aux pays sur cette carte que les Babyloniens n'étaient pas — comme bien des peuples l'ont été — affligés du péché d'égoïsme. Le centre du monde est marqué par un point et non pas par Babylone qui se trouve indiquée par un rectangle situé à quelque distance de ce point. La carte est orientée vers le nord-ouest. L'Assyrie, marquée par un cercle, et l'Arménie indiquent le nord. La ville de Dér, entre la Babylone et l'Elam, est correctement placée, ainsi que les marais qui à l'est de la Babylone s'étendent jusqu'au golfe Persique et le Bit-Yakin en bordure du golfe.

A l'extérieur du cercle marin, la carte indique « sept districts » et marque les distances qui les séparent. L'un d'eux situé vers le Nord-Ouest, note que c'est là « qu'on ne voit pas le soleil ». Les légendes grecques sur les Hyperboréens auraient-elles aussi eu cours en Babylone ?

Cette carte ne prétend naturellement pas donner un relevé exact du monde connu des Babyloniens et des Assyriens. Ils savaient parfaitement qu'au-delà de Dér se trouvait l'Elam,

que les montagnes indiquées au-dessus du climat de Babylone ne marquaient pas la fin du monde et qu'il était vers l'Occident une grande mer, dans laquelle, chaque soir, se couchait le soleil. Ce n'est donc pas ici une somme des connaissances géographiques babyloniennes. La carte sert à illustrer un texte, malheureusement très fragmentaire, qui décrit le fleuve Océan d'où sortirent les animaux créés par Marduk, parle de Hasis-atra, appelé ici Ud-napishtim, de Sargon, le roi mythique d'Agadé — dans le sens où Charlemagne a pu devenir une figure mythique — et de son adversaire Nûr-Dagan. Cette carte du monde est donc une carte comme on pourrait s'amuser à en faire une pour illustrer les voyages des héros des chansons de geste. Le monde s'étend de la mer du soleil levant, qui est sans doute la Caspienne, jusqu'à la mer du soleil couchant qui est la Méditerranée et, du nord au sud, de la mer supérieure — le lac de Van, à la mer inférieure, le golfe Persique. On ne s'étonnera pas que, trouvant tant de mers autour d'eux, les Babyloniens en aient conclu que le monde était ceint par une rivière ininterrompue. L'Euphrate est l'axe du monde autour duquel gravitent les pays qui joueront un rôle dans l'histoire. Lorsqu'on remonte le cours du fleuve et que l'on se dirige vers la mer du couchant, on atteint les montagnes d'argent de Cilicie, l'Amanus, le Liban où poussent les cèdres. De ces régions viennent les matériaux de construction dont les Mésopotamiens ont toujours manqué : bois et pierres. Il y a aussi l'Asie-Mineure et la ville de Burushanda où les marchands qui viennent du bas pays s'installeront très tôt et d'où on exportera bêtes de somme et métaux. Sous Naram-Sin, d'après la légende, les Hittites apparaissent à l'horizon. Vers l'est, l'Elam qui sera l'ennemi de toujours. Meluhha et Magan, indistincts, mais que connaîtra aussi Gudea, le « berger » de Lagash, dont le Louvre abrite les statues, se trouvent au sud-est de la Babylone et sont peut-être ces régions qui s'étendent le long du golfe Persique entre l'Iran et l'Inde ; l'Inde peut-être même, puisque les Assyriens connaîtront un « bois provenant de Sindu », qui est la province indienne de Sindh. Ils savaient donc, Babyloniens et Assyriens, qu'au-delà des deux fleuves, le long desquels ils habitaient, le vaste monde s'étendait auquel ils n'ont jamais été indifférents.

A mesure que les âges s'écoulaient, on voit apparaître, sur leur horizon qui change, des peuples nouveaux, témoins de révolutions, de migrations que les Mésopotamiens ignoraient. Mais, sédentaires qu'ils étaient, ils subissaient le contrecoup de forces inconnues mises en marche par des causes mystérieuses.

Pendant tout un temps, il ne fut question que des peuples établis depuis toujours sur les frontières mésopotamiennes, Amorrhéens et Araméens des steppes, Hittites, Israël, Egypte, Urartéens d'Arménie, Elamites, Arabes. Mais un temps vient où cet horizon se rétrécit et les peuples nouveaux qu'on voit apparaître présagent les troubles et finalement amènent la catastrophe : Moschiens, sans doute apparentés aux Phrygiens, conduits par un roi du nom de Midas, qui, tout à coup, se montrent en Cappadoce ; Lydiens de Gygès, dont les ambassadeurs auront du mal à se faire comprendre d'Assur-bani-pal ; Cimmériens sortis des steppes d'Asie Centrale, derrière lesquels surgiront les Scythes lancés à leur poursuite, et les Mèdes et les Perses, tous nouveaux venus. Il y aura aussi, sans doute, des Cariens, mercenaires qui déjà formaient la garde du temple de Jérusalem du temps qu'Athalie régnait et qui sont peut-être représentés sur les bas-reliefs assyriens. Du monde grec, l'Assyrie a sans doute conscience. Les princes grecs de Chypre, que l'on appelle Ionie, lui payèrent

*Le roi Jchu vaincu se prosterne. Les vaincus amènent des chameaux.*

tribut. Le frère d'Alcée, Antiménidas, exilé, se mit au service de Nabuchodonosor et prit part aux ultimes opérations contre les Assyriens. De Babylone, « du bout du monde », dira Alcée, il rapportera une épée à poignée d'ivoire. Et un mercenaire grec perdit son bouclier lors de la grande bataille que livra Nabuchodonosor aux Egyptiens du pharaon Nécho, à Carchemish.

## L'ORGANISATION DU PROCHE-ORIENT

Dans ce monde, les Assyriens ont créé leur empire, première tentative pour organiser le Proche-Orient. L'œuvre s'est révélée fragile et faite d'éternels recommencements. Peut-être ne fut-elle qu'une chimère ; mais combien, depuis la lointaine époque des rois d'Assyrie, se sont essayés à la tâche et, comme eux, ont échoué ! Au spectacle des échecs répétés, renouvelés par toutes les races et tous les conquérants, l'histoire se doit de rechercher pourquoi ni l'Égypte, ni l'Assyrie, ni la Perse, ni Rome, ni Byzance, ni Arabes, ni les Turcs n'ont su faire l'unité au Proche-Orient. Il fut un temps où, du Tigre à la Méditerranée, des hommes de race commune, des Sémites, mêlés à des groupes étrangers, ont vécu côte à côte et parlé des langues qui avaient la même origine. Il fut un temps où presque tout le Proche-Orient parlait araméen, comme il fut un temps où il parlait grec, avant de parler arabe. Mais ni l'appartenance raciale, ni la communauté de langue n'ont su être les éléments catalyseurs de l'unité proche-orientale.

Les empires sont ici le fait des conquérants. Ils ne correspondent pas à une nécessité des peuples, qui ne se sont jamais aimés. C'est pourquoi les empires sont passés sans qu'il se soit trouvé personne pour les regretter. Terre des particularismes nationaux ou plus exactement des intérêts paroissiaux, terre des dieux innombrables, le Proche-Orient, c'est les Balkans de l'Asie. Les Assyriens n'ont pas échoué parce qu'ils étaient moins doués, plus sanguinaires, moins prévoyants que les autres. Ils ont échoué parce que le matériel humain et les données géographiques — facteurs de l'histoire — ne se prêtent pas ici à l'expérience impériale.

Les Achéménides, c'est à peine 250 ans de volonté impériale. Alexandre, c'est un éclair et après lui le Proche-Orient retombe dans l'antique système des dynasties nationales et le morcellement. Rome et Byzance feront revivre le rêve impérial assyrien et échoueront. Le grand mouvement de rassemblement que provoquera l'Islam ne sera qu'une illusion, malgré une langue et une religion uniques. Ici, la terre et les hommes disent, ensemble, non à l'idée même d'unité.

C'est dans de telles perspectives, semble-t-il, qu'il convient d'estimer l'œuvre impériale assyrienne.

La question : « pourquoi l'Empire » n'a pas plus besoin de se poser à propos des Assyriens qu'on a besoin de se demander pourquoi Napoléon à Vienne et à Moscou. Si bien intentionnés qu'ils soient au départ, si bonnes que soient leurs raisons d'agir, le destin des impérialistes est qu'ils ne savent pas s'arrêter et que la guerre appelle la guerre. La guerre assyrienne n'est pas, à l'origine, une guerre de conquêtes. C'est un acte d'autodéfense. Mais c'est aussi un acte qui porte en soi sa propre destruction, car, l'ennemi abattu, on trouve derrière lui l'ennemi de l'ennemi qui devient alors

*Le roi verse des libations sur le corps des animaux abattus  
à la chasse.*

le vôtre. Le drame de l'Assyrie est de n'avoir ni su ni pu, malgré diverses tentatives, créer à ses frontières des États tampons. La guerre, d'abord pour sortir de l'état, pour atteindre les sources de matières premières dont l'Assyrie a besoin, pour dégager et ménager à son profit personnel les voies de communication. La poursuite de la guerre, parce que des États demeurent, puissants et riches, commerçants et turbulents, tel Carchemish que Sargon détruira, qui veulent continuer à jouer leur rôle d'intermédiaire et refusent de payer tribut. La guerre, enfin, parce que les tribus nomades en bordure des grands fleuves coupent les routes et cherchent à s'installer sur les terres fertiles.

Les masses d'hommes, mises en mouvement de part et d'autre, les questions de stratégie, de ravitaillement, les révoltes, le commerce, tous ces problèmes, et combien d'autres encore, leur solution ne peut se trouver que dans un immense et continu effort d'organisation : dans une politique impériale. L'organisation de l'État en provinces dont les gouverneurs relèvent immédiatement du roi, la centralisation du gouvernement, la pléthore des fonctionnaires sont aussi bien les caractéristiques de l'Empire assyrien que des empires modernes.

Les Assyriens ont mis en œuvre, pour développer cette politique, des moyens qui souvent ne diffèrent guère de ceux que les Européens ont utilisés et utilisent encore dans leurs empires coloniaux. On hésite à croire que le tout récent transfert en masse de la tribu des Tonga en Rhodésie et l'installation de 50.000 hommes, enfants, bétail, sur des terres inconnues infestées de mouches tsé-tsé, la destruction d'une partie de la faune sur le cours du Zambèze, opération justifiée par la nécessité de créer de nouvelles sources d'électricité pour le raffinage du cuivre africain, soient plus honorables, plus humains, et moins cruels que le transfert en Assyrie des Sidoniens révoltés contre Assarhaddon.

Alors, de même que nous construisons nos routes stratégiques, l'Assyrien construit là où il va, tel Tiglat-pileser I, « de bonnes routes, taillées avec des pics de bronze, pour le passage des chars et de l'infanterie ». Pour assurer son Empire, il construit, comme Assur-nasir-apal, des forteresses qui garderont les gués de l'Euphrate. Tant que les princes étrangers paieront le tribut, accorderont les avantages commerciaux exigés, ne gêneront pas le libre passage des marchandises, on les laissera en place. S'ils bougent, ils seront exilés ; s'ils se révoltent, ils seront châtiés. Instrument de gouvernement aussi, les déportations. Elles débutent avec Tukulti-Ninurta I qui applique une politique inaugurée par les rois hittites. Sous Tiglat-pileser III, les déportations deviennent courantes. Mais il ne s'agit pas que de déporter. C'est un énorme brassage de populations qui s'opère. En Assyrie iront des Sidoniens. Les habitants de Samarie seront déportés sur le Habur, des gens de Babylonie prendront leur place. A Damas seront installés les Mannéens des frontières iraniennes. A Hamat, le prince des Mannéens, Déjokès, et sa famille partiront en exil. Le roi d'Ashkalon ira en Assyrie avec les siens. Semmasherib déportera, dit-il, 208.000 Babyloniens en Assyrie.

Le mélange des peuples ne se fait malheureusement pas dans le sens de l'unité de l'empire. La diffusion de la langue araméenne qu'il provoque crée des moyens de communication inexistant auparavant, mais les foyers de révolte et de dissension n'ont été que déplacés.

Les Assyriens mêmes, établis à la place des anciens occupants, ne seront pas toujours fidèles. Telles les colonies grecques, ils manifesteront des tendances séparatistes et souvent leur gouverneur avec eux. Sous Assur-nasir-apal II, des colons assyriens et leur gouverneur se révoltaient. La politique des mariages échoue. Ambaris, roi de Tabal (en Asie-Mineure) à qui Sargon a donné sa fille, se révolte. Il sera exilé en Assyrie. Les villes d'Assyrie seront peuplées d'étrangers. La population de Kalah, nous dit Assur-nasir-apal, ce sont des Araméens des royaumes établis sur les bords de l'Euphrate et des Hittites. Dûr-Sharrukin, si l'on en croit Sargon, était une véritable Babel, peuplée qu'elle était de gens amenés « des quatre coins du monde, qui parlaient des langues différentes ». L'influence des étrangers se fait sentir jusque dans la plus haute administration : le *limu* de l'année 660 sera l'éponyme Girsapanu ; celui de l'an 656, qui fut aussi gouverneur de province, Milki-rammu. Ce sont tous deux des Syriens.

Sous Tiglat-pileser III intervient une réforme de l'administration impériale. Dans les régions où l'emprise assyrienne est assurée, l'étendue des provinces est réduite ; les princes laissés en place jusque-là et soumis au tribut, sont remplacés par des gouverneurs assyriens.

Les provinces administrées directement par l'Empire sont gouvernées par des fonctionnaires nommés par le roi, précurseurs de satrapes achéménides. Mais ici la fonction civile ou militaire confère, de droit, un proconsulat déterminé. Les provinces qui, au nord de l'Assyrie, couvrent la frontière avec l'Urartu seront ainsi confiées, d'ouest en est, la région de Harran au *turtan* (commandant en chef) ; celle d'Amida (l'assyrienne Hamedî) et de Tushhan au *rab-shâqe* (grand échanson) ; la province la plus orientale sera celle du *rab rêshe* (général). En 714, après la campagne de Sargon contre l'Urartu, la province arménienne de Musasir sera confiée au *nagir ekalli*, qui est le major-dome.

Mais l'administration directe n'était pas nécessairement brutale, pas plus que ne l'étaient les déportations. Si Assarhadon se vante d'avoir fait habiter les gens des régions maritimes dans les montagnes et ceux des montagnes sur les côtes, il apparaît aussi que les conditions climatiques ont souvent dicté les lieux de résidence forcée.

Cette politique qui devait, dans la pensée des rois d'Assyrie, assurer le maintien de l'Empire, puisqu'elle a été poursuivie de règne en règne, a finalement été la cause de la ruine de l'Assyrie. Lorsque la grande et ultime épreuve a eu lieu, lorsque les Babyloniens, aidés par les Mèdes, se sont jetés à la curée, l'Assyrie n'avait plus d'hommes. Le pays n'a jamais été capable de subvenir aux besoins d'une population nombreuse.

Lorsque l'armée avait rassemblé les Assyriens, les villes n'étaient plus peuplées que de vieillards, de femmes et d'enfants. Eparpillés dans tout l'Empire, des fonctionnaires assyriens et des troupes de garnison firent défaut au moment où il eût fallu rassembler toutes les énergies. Et par tout le pays, les déportés étrangers, prêts à la révolte.

L'Assyrie est morte faute d'hommes. Lorsqu'elle est parvenue au bout de sa tâche, elle n'avait plus la force de vouloir. Les rois non plus, sans doute. La famille royale qui, depuis toujours, incarnait cette force de volonté, cette vigueur et cet allant qui sont caractéristiques des Assyriens, était, elle aussi, épuisée. La correspondance des derniers rois est celle d'hommes malades qui s'entretiennent de leurs maux avec leurs médecins et qui, devant les forces nouvelles dont ils soupçonnent le danger qu'elles représentent pour l'Assyrie, ne savent plus que remettre leur destin entre les mains des dieux.

Maurice VIEYRA.

*Les archers assyriens prenant une ville.*

## Trois morts : Cendrars, Céline, Hemingway

Blaise Cendrars a été clown, trappeur, explorateur, étudiant en médecine, chercheur d'or, légionnaire, metteur en scène. Il a été aussi écrivain. Un jour, il prit le train pour Vladivostok. Ce fut la première étape d'un tour du monde au cours duquel il allait non point vivre pour l'art mais vivre son art, vivre son œuvre.

Il aurait pu prendre, aussi bien, le petit train d'Arpajon. Son destin en aurait été moins changé qu'on ne peut le croire. Qu'il vende, en effet, des perles en Sibérie, ou du caoutchouc au Brésil, qu'il cultive du cresson à Méréville ou qu'il élève des abeilles à Pavillons-sous-bois, il suffit à Blaise Cendrars d'imaginer l'aventure pour la faire naître et ce camelot du monde n'est jamais plus à son aise que sur le pavé de Barbès où il déballe ses verroteries. Il fut un temps où il possédait à Rueil, à Saint-Denis, à Sèvres, à Bougival, vingt-sept maisons, simples roulottes ou wagons achetés à la ferraille. Il les habitait successivement pour se donner l'illusion de voyager. Blaise Cendrars a écrit *Emmène-moi au bout du monde*. Le bout du monde, chez lui, c'est souvent le coin de la rue.

Il a rapporté tout de même du Pôle et de la forêt vierge une extraordinaire collection de rythmes et d'images. Mais il s'en est débarrassé au décrochez-moi ça de la littérature. Bernabooth pauvre, il préfère les flâneries à pied aux croisières en paquebots de luxe. Et il a rencontré la véritable poésie à Paris, dans la rue, le long d'un ruisseau ou sous la tonnelle d'un bistrot de quartier. Le bal-musette lui va mieux en définitive que le jazz-band.

Pourtant, il ne faut pas croire que ce corsaire ait jamais pris sa retraite. Doué d'un tempérament volcanique, il est mort en pleine éruption. Il a écrit *Les confessions de Dan Yack*, *L'or*, *Moravagine*, *L'homme foudroyé*, *Les lotissements du ciel*, *La main coupée*, *Bourlinguer*, quelques-uns des livres les plus remuants de notre temps, mais il lui en restait encore, à soixante-dix ans, selon son propre aveu, trente-trois à écrire. L'œuvre qu'il laisse, toute encombrée de palais baroques et de

cabanes de banlieue, ressemble à un chantier. On n'y entendra plus, hélas ! gronder le bull-dozer de son style.

Le terminus du *Voyage au bout de la nuit* aura été Meudon. Rescapé de l'Enfer, Céline y soignait ses brûlures en cachette. On a tant dit qu'il était un monstre, qu'il s'était décidé à le croire : par respect pour lui, il ne voulait plus se montrer.

Ce navigateur solitaire, cet émigrant de la condition humaine n'a pas découvert l'Apocalypse, continent depuis longtemps exploré par Lautréamont et Rimbaud, mais il l'a colonisé. *Le Voyage au bout de la nuit* a ouvert à travers un territoire en friche, une esplanade qui est devenue l'une des promenades les plus fréquentées de notre littérature. Le désespoir, la haine, l'épouvante dont il avait figolé les statues, y ont désormais, grâce à lui, figure humaine.

On a juché Céline, sans lui demander son avis, sur le trépied de la Pythie au moment où celui-ci boitait un peu et s'apprêtait à basculer. De cet observatoire, il avait annoncé, en effet, le crépuscule des dieux. Quand il s'est produit en 1945, il a voulu en être le témoin, et il s'est jeté dans la cratère où ils s'abîmaient, par curiosité plus peut-être que par solidarité. Il en a ramené, dans *Nord*, son dernier livre, des visions moins dantesques qu'ubuesques.

Céline était devenu le bouc émissaire d'une humanité affolée de culpabilité. Il jouait ce rôle avec quelque complaisance. Hier, il trépignait, il écumait, il hurlait. Aujourd'hui, la voix un peu cassée dans sa retraite de Meudon, il ne faisait plus guère que grommeler. Sous le réfractaire de *Mort à crédit*, on allait découvrir avec étonnement un simple rouspéteur. Si la mort ne l'avait roulé à temps dans le linceul de sa légende, il aurait peut-être fini comme Léautaud.

Avec *Hemingway*, c'est encore plus que la littérature, la mythologie qui est en deuil. Le glas sonne pour la mort de Neptune.

Philippe SENART.

## ***Les évadés de la nuit***

Dans le *General della Rovere*, Roberto Rossellini avait paru renouer avec les thèmes de son triptyque néo-réaliste de la guerre qui était admirablement accordé à la sensibilité des années 1945-48. Mais le *General della Rovere*, film fait sur commande, se ressentait quelque peu des contraintes commerciales que le réalisateur avait dû accepter. Avec *Les Evadés de la nuit* (*Era notte a Roma*), Rossellini a-t-il retrouvé l'inspiration et la liberté de style de *Rome, ville ouverte*, *Paisa*, *Allemagne année zéro*, frémissants chefs-d'œuvre dont la sincérité, le dépouillement, la force, le naturel apportaient une telle nouveauté qu'il apparut que le cinéma ne pouvait désormais plus être ce qu'il avait été dans le passé ?

En nous racontant l'évasion de trois prisonniers de guerre — un Anglais, un Américain, un Russe — qui tentent de rejoindre les armées alliées débarquées dans le sud de l'Italie et qui sont contraints d'arrêter leur aventureux périple à Rome et de s'y cacher, aidés, protégés par des Romains, le metteur en scène nous oblige à nous poser une telle question, il nous invite à remonter le temps, il accepte le risque d'iné-

vitables comparaisons avec d'anciennes émotions, d'anciens enthousiasmes.

Un coup d'œil sur les réactions de la critique est très instructif. Tandis que Georges Charensol condamne, dans « Les Nouvelles littéraires » : « Devant ce film pâteux, confus, anecdotique, sans personnalité et sans accent, je songeais à cette terrible consommation d'hommes que fait le cinéma. Nous nous sommes résignés à l'idée de la décadence de la plupart des réalisateurs d'avant guerre. Mais *Rome, ville ouverte*, *Paisa*, ce n'est pas si vieux, et pourtant... », Jean Domarchi, dans « Arts » applaudit : « Je n'en finirai pas de parler de cet admirable film. Il amorce un tournant essentiel dans l'œuvre de Rossellini. Quiconque se refuse à le comprendre, à en deviner les vertus profondes, risque fort de rester étranger aux films à venir d'un des maîtres du cinéma contemporain. » Le chroniqueur de « France Observateur » s'indigne : « Nous sommes idéologiquement en plein café du Commerce. Le brio technique ne saurait masquer la platitude de l'inspiration, les continuelles dérobades » ; mais celui de « Télérama » invoque l'exemple de

Bernanos : « Les films de Rossellini, comme en leur temps, les écrits politiques de Bernanos, ne peuvent être classés ni à droite, ni à gauche. Rossellini ne se contente pas de la stricte objectivité, son témoignage est nourri d'une passion pour les valeurs de la civilisation occidentale, et d'abord pour les valeurs chrétiennes. C'est dans cette perspective qu'il faut voir *Les Évadés de la nuit* ». Ces divergences d'opinion d'esprits aussi avertis des choses du cinéma découvrent bien les difficultés et les limites du rôle du critique, dont les appréciations ne doivent être pour les spectateurs que des éléments d'information et de discussion, laissant à chacun une entière liberté de jugement.

A mon tour de tenter de formuler mon sentiment... *Les évadés de la nuit*, où la tendresse se mêle à l'amertume, la lucidité à la pitié, la douceur à l'âpreté, a le mérite — qui n'est pas mince aujourd'hui — de témoigner pour la dignité de l'homme sans rien dissimuler de ses contradictions, ni de son ambiguïté : héroïsme et lâcheté, grandeurs et faiblesse. La durée de la projection — deux heures vingt minutes — ne laisse pas l'impression d'une longueur ou d'une lenteur excessives, mais au contraire contribue à environner d'un climat d'authenticité le déroulement des événements.

Il est difficile dans une évocation de la guerre et de la résistance d'éviter toujours l'image d'Epinal, Rossellini y réussit aisément, mais il tombe malheureusement parfois dans le conventionnel et le schématisme de certaines situations et de certains caractères. Les personnalités et les réactions des trois soldats sont trop simplifiées, surtout celles du Russe et de l'Américain. Le militant communiste est typé de façon sommaire. Le personnage d'Espéria, la jeune Italienne délicatement interprétée par Giovanna Ralli, présente par contre une richesse, une vie, une vérité toute méditerranéennes. Son vrai visage qui se

crée dans et par l'épreuve donne son sens profond au dramatique récit.

Bien davantage que dans le tableau, si souvent tracé, de l'amitié unissant trois combattants de nationalités différentes, l'intérêt du film réside dans la description sans illusion des diverses couches de la société italienne pendant une période trouble de l'histoire de l'Italie alors que la peur, la haine, l'hypocrisie, l'intérêt, l'honneur, le patriotisme, la fraternité inspirent les comportements et déterminent les choix. Ces Italiens dont l'un d'eux nous dit qu'ils furent, lorsque tout allait bien, fascistes par paresse, sont brusquement plongés dans un monde chaotique, confus, inquiétant. Les fascistes règnent encore mais leur éroulement est proche : les nazis sont présents, mais leur défaite se précise ; un univers bascule. L'heure est pour les uns à la ruse, elle est pour d'autres au courage, pour certains elle est celle du désarroi, de la vengeance ou du risque. En de pareils moments, personne n'est à l'abri d'une défaillance, même les meilleurs.

Il reste de ce film, bien construit mais qui n'atteint pas à la perfection poignante de *Rome, ville ouverte* ou de *Païsa*, des passages saisissants, tel celui de la rafle dans un couvent où un détroqué interroge en latin des résistants dissimulés sous la robe sacerdotale, une photographie d'une discrète beauté, des images inhabituelles d'une Rome découverte des fenêtres dans les aubes grises de décembre, de ses toits, de ses églises, un ton émouvant d'humanité et de latinité. *Era notte a Roma* est une œuvre inégale où l'immense talent de Rossellini n'apparaît que par intermittence, mais ce n'est pas une œuvre médiocre. Avant de conclure, comme le fait allégrement et injustement Georges Charensol, au déclin de Rossellini, qui a prouvé dans *Le Voyage en Italie* qu'il était capable des plus subtiles audaces, il convient au moins d'attendre ses prochains films : *Vanina Vanini* et *Garibaldi*.

Henri BOURBON.

*Rome à l'heure du risque.*

### Vatican II, le Concile de Jean XXIII

de DANIEL ROPS

LORSQUE, le 25 janvier 1959, à l'issue d'une cérémonie religieuse, Jean XXIII annonça à quelques cardinaux sa décision de convoquer un concile oecuménique, il provoqua chez les non-initiés une surprise qui, pour beaucoup, fut une véritable stupéfaction. D'abord, parce qu'on ne s'attendait aucunement à un tel geste. Ensuite parce qu'en général on ne savait plus au juste ce qu'était un concile. Quelque quatre-vingt dix ans s'étaient écoulés depuis que l'entrée à Rome de l'armée italienne avait forcé Pie IX à interrompre le premier concile du Vatican. La marche accélérée de l'histoire, plus lourde que jamais en bouleversements de toute nature, avait détourné l'attention, même des fidèles, des institutions de l'Eglise ? Ce n'était donc pas de ce côté que regardaient la plupart de ceux qui étaient persuadés de la nécessité pour l'Eglise de fixer, à la suite d'une profonde réflexion d'ensemble, son attitude à l'égard du monde moderne.

Soucieuse de sa mission, la presse se mit en devoir d'informer, en l'occurrence de rafraîchir des connaissances et des souvenirs et, à partir des éléments nouveaux recueillis, d'ouvrir des perspectives sur ce que pourrait être ce second concile du Vatican. Le résultat de cet effort ne fut, hélas ! pas toujours à la mesure de ce qu'aurait exigé un événement qui tous cependant s'accordaient à déclarer capital et qui, dès lors, aurait dû être abordé avec plus de rigueur ? Beaucoup d'erreurs furent imprimées sur le passé et non moins de fantaisies « prévisionnelles » pour l'avenir. Il était souhaitable que parût une mise au point, émanant d'une personnalité au fait de ces problèmes délicats, capable d'entrer dans leurs nuances sans s'égarer dans leurs subtilités et sans perdre de vue l'essentiel. C'est ce que constitue le dernier ouvrage de Daniel Rops, « Vatican II, le concile de Jean XXIII » (1).

Fidèle à une méthode qui a fait ses preuves et à laquelle sa qualité d'historien le porte tout naturellement, Daniel Rops n'hésite pas à remonter au passé le plus lointain de l'institution conciliaire. Le passé, c'est d'abord la succession des conciles orientaux, qui ne furent pas seulement ceux des discussions byzantines, mais qui apportèrent une contribution décisive à la doctrine de l'Eglise. Après le schisme, les conciles ne réunissent plus que les représentants des Eglises d'Occident, leur œuvre est surtout d'ordre disciplinaire et, fréquemment, politique. Par la gravité des tâches de toute nature qu'il doit affronter, le grandiose concile de

Trente, qui rebâtit une chrétienté nouvelle, tient une place à part. Près d'un siècle après sa suspension, Vatican II, comme on dit maintenant, reste le plus discuté.

De cet historique rapide, précis, appuyé sur une érudition solide et discrète, Daniel Rops dégage l'essence canonique et théologique d'un Concile. Mais l'intérêt principal de son livre réside dans l'étude des « perspectives de Vatican II ». Ce ne sont plus ici les élucubrations séduisantes et dangereuses qui ont encombré les colonnes de trop de journaux. Les réponses que l'auteur propose à ceux qui s'interrogent sur les possibilités constructives du concile sont justifiées par une analyse scrupuleuse des réalités de l'Eglise d'aujourd'hui et par la compréhension dont elle fait preuve à l'égard des vrais problèmes que lui offre le monde moderne ? « Les vrais problèmes qui sont posés à l'Eglise le sont aujourd'hui par la société dans laquelle elle est insérée », écrit l'auteur dans un chapitre particulièrement remarquable. Crise de l'Eglise ou crise du monde ? Métaphysique rationaliste ou positiviste, renouveau d'un scientisme qui nie toute révélation et répudie tout surnaturel, invasion d'une technique de plus en plus asservissante, perte par l'Eglise des masses ouvrières rassemblées par un capitalisme originellement mal apprécié par l'Eglise, effondrement du colonialisme dont, sans le vouloir, l'Eglise a parfois bénéficié, proportion réduite de Chrétiens dans les pays à fortes poussées démographiques... Voilà ce que le monde moderne met en face de l'Eglise, voilà ce qui légitime le désir de Jean XXIII de voir la réunion de tous ses représentants qualifiés l'aider à définir la position de l'Eglise, voilà ce qui rend particulièrement souhaitable l'union — et la réunion — de tous les Chrétiens, afin que ce concile ne soit pas seulement « oecuménique » au sens romain du terme, mais qu'il le soit selon l'étymologie.

Aussi confiant dans ses perspectives sur l'avenir que solide dans son investigation du passé, appuyé sur une parfaite connaissance des travaux préparatoires de Vatican II et sur les opinions d'ecclésiastiques autorisés, le livre de Daniel Rops envisage avec optimisme l'œuvre du futur concile. Il n'est pas un lecteur qui n'espérera que l'avenir lui donne raison.

Francis CLÉIRENS.

(1) Collection « Le Signe ». Arthème Fayard.

### Cinq hommes et la France

de Jean LACOUTURE

L'HISTOIRE de ces cinq hommes eût pu fournir, à Camus, un dernier chapitre à « l'Homme Révolté ». Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non. Chacun à sa manière, Ho Chi Minh, Bourguiba, Mohamed V, Ferhat Abbas, Sekou Touré ont dit non au système antérieur et leur action semble déterminante dans l'évolution de la

décolonisation. Nul doute que la connaissance de ces hommes en qui des peuples ont reconnu leur libérateur, n'éclaire d'un jour nouveau toute l'histoire récente. Jean Lacouture, correspondant de *France-Soir*, puis rédacteur au *Monde*, les a connus ; il n'a voulu présenter d'eux ni des biographies, ni même des portraits biographiques ; simplement des

profils, dessinés par un témoin pour servir l'histoire sereine de la décolonisation. Ce témoignage vivant, hardi, mérite pour sa lucidité plus que notre estime.

Un trait commun à tous ces hommes : ils sont marqués par l'histoire. Ils se sentent portés par un courant, qui parfois les entraîne et le plus souvent s'incarne en eux. Derrière chacun d'eux

il y a un peuple, des combattants, une jeunesse. En chacun d'eux une nation qui se retrouve ou qui se cherche. Ho Chi Minh, l'oncle Hô, le révolutionnaire marxiste dont la vie est mal connue, (fait déjà presque figure de légende ; un « mélange de comédie, de séduction, d'urbanité » chez ce personnage dont « le brûlant regard sous les sourcils broussailleux, le front immense et la houppe de cheveux gris, hérissés... lui donneraient pour un peu l'allure d'un Auguste de Cirque ». On connaît mieux Bourguiba, « le profil d'imperator — mâchoire carnassière, nez droit, front altier, arcade sourcilière durement sculptée — le masque innombrable de comédien, le regard de marin aux escalades heureuses, l'œil plus bleu que les moucharabieh, de Sidi-Bou-Saïd, qui soudain se met en boule, scintillant d'étonnement ou de fureur, puis coulisse, rieur, complice, cocasse ». Devant Mohamed V « la première impression... est de simplicité. Le sourire est bénin, et courtoise la formule d'accueil adressée au visiteur français. Ce souverain théocratique ne se croit pas tenu à prendre l'attitude hiératique d'un pontife ». Ferhat Abbas : « On ne saurait imaginer type plus pur de Méditerranéen issu de la singulière société arabo-latine formée depuis un siècle, par sédimentations successives,

entre Tunis et Tanger ; ... un visage allongé, osseux, au nez aquilin, aux durs méplats : le front haut, un peu fuyant, le cheveu ondoyant, une courte moustache noire soulignant les sinuosités d'une bouche expressive et charnue ; les traits mobiles, le teint ambré, le regard sombre sous le sourcil dru ; une voix claironnante à l'accent rude et chantant, le geste large, une façon toute méridionale, le tutoiement facile, une bonhomie de comité ou d'assemblée... ». Chez Sekou Touré, ce qui frappe, c'est « l'impression de puissance contenue, le visage fortement maçonné, aux méplats semblables à des rochers émergeant du Niger, le regard luisant étrangement aux creux des orbites plus noires encore que le noir visage... »

Voilà les hommes et l'on sent que l'auteur éprouve pour eux de la sympathie ; il les traite en partenaires et par là même est amené à juger les Français, hommes politiques, ou administrateurs qui animeront cette même histoire. La première expérience, celle du Vietnam, se solde par un échec ; ce sera la guerre et la rupture. L'évolution du Maroc et de la Tunisie n'ira pas sans heurts, sans violences, sans fautes. L'histoire de la Guinée, c'est l'histoire des deux « non », le « non » de Sékou Touré au référendum de 1958, le « non » de

la France peu après. Enfin le drame algérien. La France, à travers ces hommes, joue son avenir. Mais ce qui transparait, c'est qu'au-dessus des vicissitudes, elle reste la France au passé révolutionnaire et humaniste. Ces cinq hommes qui ont rejeté la tutelle de la France, qui s'opposent à elle, ont tous été marqués par la formation qu'ils ont reçue ; en eux sommeille le rêve déçu de n'avoir pu devenir Français. Les cinq récits que nous propose l'auteur sont un peu l'histoire de « liaisons » : « celles, orageuses, que vécurent avec la France des hommes totalement ou partiellement formés par elle, et qui l'ont combattue avec les armes mêmes qu'elle leur avait données, pour les raisons qu'elle leur avait enseignées. »

Il est trop tôt pour porter un jugement sur les mouvements qui ont provoqué la dislocation de « l'Empire français ». Devons-nous voir dans ces hommes des adversaires ou des amis ? Il importe surtout d'éviter tout propos passionnel en un temps où les réflexes nationalistes sont encore vivaces. Il faudra pourtant bien un jour penser à la réconciliation, pour que ce qui a été bâti ensemble tente de demeurer.

Jacques BLOT.

Editions du Seuil.

# JEUNESSE ET POLITIQUE (SUITE)

Il semble donc que nos correspondants marquent une certaine préférence pour la presse de gauche non communiste. Cette préférence tient d'ailleurs autant aux qualités rédactionnelles qu'ils lui attribuent qu'à des prises de positions jugées contestables par certains d'entre eux. Il semble en particulier que nos correspondants soient plus « Européens » que la presse à laquelle ils sont habitués.

Nous avons posé enfin aux jeunes une série de questions à caractère purement politique, dont le dépouillement paraît fort instructif.

« Croyez-vous que la création d'une Europe unie soit une nécessité politique ? »

83 % des jeunes répondent affirmativement. La plupart se réfèrent aux thèses supra-nationales, un petit nombre (1/10<sup>e</sup> d'entre eux) aux vues du général de Gaulle sur l'« Europe des Patries ».

2,5 % sont carrément hostiles, le surplus étant indécis. L'hostilité est en général provoquée par l'attitude jugée trop pro-américaine des « Européens », l'hésitation par le caractère limité de l'« Europe de Six » ou les difficultés de mise en œuvre d'une politique supra-nationale.

Une telle enquête aurait été fort incomplète sans référence au drame algérien.

Influencés par les événements actuels, nos correspondants ont été fort divisés pour répondre à notre question : « Pen-

sez-vous que les deux Communautés puissent coexister dans une Algérie indépendante ? »

Un tiers d'entre eux le croient ou veulent encore l'espérer, en estimant toutefois que cela n'ira pas sans heurts, ni difficile période d'adaptation.

Un second tiers ne croit pas que cela soit possible ou souhaitable. Pour les uns, les plus nombreux, il est trop tard, il y a eu trop de sang versé ; pour d'autres, une dizaine, il s'agit d'une mise en cause de la politique gaulliste et d'une préférence pour une formule d'intégration. Quelques-uns, enfin, voient dans ce qu'ils appellent « le racisme » des Européens d'Algérie un obstacle qui ne pourrait être surmonté que par le départ de la plus grande partie de ceux-ci.

Un dernier tiers des réponses provient d'hésitants, de jeunes avouant leur ignorance ou refusant de donner une réponse simple à une question complexe.

Un dernier test concernait trois des grandes formations politiques susceptibles d'attirer les suffrages des jeunes :

« Pensez-vous : que l'U.N.R. soit le parti de de Gaulle ? »

— que le M.R.P. soit le parti des catholiques en France ? »

— que le P.S.U. soit le parti travailliste français ? »

51 % des jeunes estiment que l'U.N.R.

est effectivement le parti de de Gaulle ; 40 % pensent qu'il n'en est rien, le Général ayant déclaré qu'il n'appartient à personne, 9 % font des réponses plus nuancées ou sont indécis.

Un quart seulement des réponses, identifie le M.R.P. à un parti catholique ; 63 % estiment au contraire que ce serait contraire à sa doctrine, sinon à la réalité électorale, la plupart pour s'en féliciter, quelques-uns pour le déplorer ; 12 % ne savent pas ou sont hésitants.

12 % seulement des jeunes voient dans le P.S.U. l'équivalent d'un parti travailliste. 76 % le nient, tandis que 12 % sont perplexes. La plupart des réponses négatives se fondent sur la faible audience électorale du P.S.U., son recrutement jugé trop peu ouvrier, ses dissensions internes. Une fraction de celles-ci pense au contraire que ce petit parti peut devenir le grand parti travailliste de demain qu'il n'est pas actuellement. Quelques rares correspondants lui assignent un idéal socialiste très révolutionnaire plus avancé que le simple réformisme des Travaillistes.

Au total, il semble que les milieux jeunes touchés par nous identifient beaucoup moins le chef de l'Etat avec l'U.N.R. et sans doute le catholicisme avec le M.R.P. que ne le fait le reste du pays. Le P.S.U. ne semble pas avoir hérité de la sympathie ou de l'intérêt qu'avait suscité le ménédisisme chez les jeunes, il y a cinq ou six ans.

Henri LEFEVRE    Michel DERDEVET.

# Orientations romaines

par Etienne BORNE

LES apologétiques conventionnelles sont de moins en moins supportables par les croyants et d'une efficacité toujours plus douteuse auprès des incroyants. Aussi faut-il dire que si l'Eglise romaine écrit droit dans l'histoire, suivant une belle continuité créatrice assez unique en ce monde, elle le fait avec des lignes brisées, comme Claudel osait l'affirmer de Dieu même, et que si la Papauté est une structure institutionnelle plus forte que toutes les péripéties temporelles, elle est aussi un esprit vivant qui se réalise concrètement dans des pontificats et des pontifes souvent vivement contrastés, et qui ont chacun leur style, leur originalité et peut être leur vocation propre au-dedans de la vaste mission toujours inachevée qui les enveloppe tous. Un pape en somme n'est jamais toute la Papauté en même temps qu'il peut lui donner, dans la fidélité à la fonction en tant que telle, une figure imprévisible, comme l'ont fait Léon XIII après Pie IX, Benoît XV, premier pape du XX<sup>e</sup> siècle, après Pie X, ou comme on le voit aujourd'hui Jean XXIII après Pie XII.

PIE XII avait une étonnante grandeur, devenue à la fin quelque peu hiératique, et il avait poussé jusqu'à son extrême limite une certaine idée de la Papauté, apparue dans sa plénitude avec Pie IX, comme sacrodoce royal ou monarchie sacrée, règle vivante de la foi et autorité suprême de décision et de gouvernement. Le pape qui a canonisé un pape parmi ses prédécesseurs et qui a usé, sans l'assistance conciliaire du privilège de l'infaillibilité en proclamant le dogme de l'Assomption, audace qui a peu de précédents dans l'histoire de l'Eglise, ne pouvait pas élever jusqu'à un plus haut sommet le prestige et l'éclat d'une fonction dont il semblait avec lui que l'existence concrète rejoignît exemplairement l'essence. Jean XXIII ne va pas au-delà de Pie XII, car l'indépassable n'a pas à être dépassé; mais ce n'est pas anecdote psychologique si le pape actuel est une autre sorte d'homme, moins prince et plus peuple, pratique un discret humour paysan et se donne les allures de bon curé d'une paroisse qui serait seulement aussi ample que le monde. Du conclave, semble-t-il assez difficile, qui l'a élu, est sorti le projet de concile, pensée maîtresse du pontificat, dont l'idée n'aurait guère été formulable au temps de Pie XII et qui ne peut pas ne pas éclairer d'un jour nouveau, et proprement œcuménique, la fonction pontificale elle-même, laquelle devient davantage pastorale et s'approfondit comme service d'Eglise.

LA récente encyclique sociale était depuis longtemps en chantier dans cette Rome où les bureaux prennent leur temps et où le génie du lieu connaît les vertus d'une lente maturité. Quelques-uns, qui se croyaient bien informés, ou dont l'information retardait, attendaient un double d'*Humani generis*, un texte de rigueur et de raideur théologiques où serait défini et rejeté ce que des chapelles intégristes appelaient déjà un « modernisme social », où l'expérience des prêtres-ouvriers devait être rappelée et jugée avec sévérité, où serait recommandée comme idéal une structure paternaliste et corporatiste de la vie sociale et économique. Or le plus remarquable dans « Mater et Magistra », c'est que le texte romain, où tout est souple, vie, ouverture sur l'avenir, ne propose pas le plus léger soupçon de ce raidissement faussement doctrinal. Il porte avec la signature de Jean XXIII, la marque du pontificat.

RIEN en effet de déductif, qui parte de principes intemporels pour rejoindre tant bien que mal le train du monde, quitte à condamner tout ce qui ne s'accorde pas avec les impératifs abstraits préliminairement posés. Au contraire, une méthode expérimentale qui part d'une analyse de situation, une large fresque des choses telles qu'elles sont et dont le mouvement vers une « socialisation » croissante est interprété avec optimisme, une large confiance faite à la conscience et à la maturité des travailleurs qui doivent être appelés à participer davantage non seulement à la vie, mais aussi à la propriété des entreprises, un souci pressant et riche en suggestions pratiques des multitudes humaines encore en proie à la misère dans les continents décolonisés et dont la condition prolétarienne pose la question sociale à l'échelle du monde, bref une conception de l'homme et une vision du monde qui ne sont pas faites pour surprendre les esprits dont l'intelligence du siècle s'est formée à l'école de Mounier et de Teilhard de Chardin. Texte où la doctrine est partout, communautaire et personnaliste, et qui sans les réfuter directement fait éclater les idéologies libérales ou marxistes, moins parce qu'elles sont moralement suspectes que parce que dans le monde d'aujourd'hui, elles sont inadéquates à la complexité des choses et à l'ampleur des tâches. Doctrine source de vie et d'action et inspiratrice d'une pratique intégrale qui vise à égaler l'homme à l'homme, comme disait Maurice Blondel en des formules traditionnelles et neuves à la fois, et qui pourraient servir à comprendre l'esprit de ce pontificat et les actuelles orientations romaines.